

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

WEBIOGRAPHIE

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : CADRAGE DE L'ETUDE

CHAPITRE PREMIER. - Aperçu général du cadre minier à Madagascar

CHAPITRE II. - L'environnement minier à Madagascar

DEUXIEME PARTIE : CARACTERISTIQUES ET ASPECTS GENERAUX

CHAPITRE III. Les effets indirectement produits par les exploitations minières

CHAPITRE IV. Les conséquences négatives sur les activités multisectorielles

TROISIEME PARTIE : LES IMPACTS DE CES IDE SUR L'ECONOMIE NATIONALE

CHAPITRE V. Les impacts de ces IDE sur le plan national

CHAPITRE VI. Les IDE et les relations de Madagascar avec le secteur extérieur

CONCLUSION

LISTE DES TABLEAUX

ANNEXE

TABLE DES MATIERES

WEBIOGRAPHIE

- www.midi.madagasikara.mg
- www.lexpressmada.com
- www.les-nouvelles.com
- Magazine d'analyse et de perspectives économiques de la CCIAA d'Antananarivo « Enjeux » n°04 Mars 2006
- www.cream.mg
- www.omnis.mg
- www.pgrm.mg
- www.bcomm.mg
- Leçon d'économie industrielle 4^{ième} année
- www.taloha.mg, « Archives »
- Cahier de QMM
- Dictionnaire Larousse
- Banque Mondiale. Madagascar : Vers un agenda de la relance économique (Juin 2010)



LISTE DES ABREVIATIONS

AERP	Autorisations Exclusives de Réserve de Périmètre
AGOA	African Growth and Opportunity Acts
BCMM	Bureau du Cadastre Minier de Madagascar
CMEC	Compagnie de machinerie et équipement de la Chine
DSTM	Droit Spécial pour la Transaction Minière
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
EIE	Etude Impact Environnemental
FMI	Fonds Monétaire International
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IDE	Investissement Direct Etranger
IGM	Institut de Gemmologie de Madagascar
KORES	Korea Resources
KRAOMA	kraomita malagasy
LGIM	loi sur les grands investissements miniers
MAP	Madagascar Action Plan
MECI	Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie
MEEFT	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme
MEM	Ministère de l'Energie et des Mines
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MPRDAT	Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire
OMNIS	Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques
PGRM	Projet de Gouvernance des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Pôles Intégrés de Croissance
PPA	Parité du Pouvoir d'Achat
PRE	Permis de Recherche
PRISMM	Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur Minier à Madagascar
QMM	QIT Madagascar Minerals
RN	Route Nationale
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UPI	Unités de Production Informelles
USD	United State Dollar

INTRODUCTION

Madagascar est un pays économiquement pauvre dont les ressources exportables, notamment minières sont encore peu valorisées en comparaison d'autres pays africains subsahariens. Dans la mesure où la pression pour l'intégration à l'économie mondiale s'est accentuée au cours des 25 dernières années, les investissements étrangers apparaissent aujourd'hui comme une condition nécessaire à la croissance économique, malgré de nombreuses réserves formulées à cet égard. Le véritable miracle économique qui avait profité l'ensemble des Ivoiriens avait reposé sur les exportations de café, de cacao, et d'ananas. Au contraire, les populations des pays africains exportateurs de pétrole ou de diamant ont rarement tiré de réel profit de ces richesses. C'est un cas contraire du secteur minier malgache, grâce à sa particularité de procurer de revenus à plus d'un million de petits d'exploitants¹. S'ajouteront peut être quelques centaines d'employés dans le secteur des grandes mines industrielles (QMM, Sheritt, Dynatec ...). C'est le résultat des modifications récentes appliquées au Code minier malgache qui, quant à lui, reste un assainissement. Associé à ce grand apport en matière de restructuration du Code de mine malgache, il fait les petits exploitants plus avantageux. On peut citer également, une autre manière de gérer les exploitations minières, l'effort de mettre en place un système pour la bonne gouvernance des ressources minérales c'est-à-dire faire régner une transparence. Les activités minières font naître beaucoup d'institutions liées à la gemmologie, l'artisanat, bijouterie, ... Bref, toute une chaîne de valeur est motivée. Paradoxalement, des spécialistes confirment l'existence des effets indésirables associés à de telles exploitations minières de grande échelle. Il s'agit de la dégradation de l'environnement, la naissance des facteurs d'instabilité sociale (migration vers la zone où déroulent les exploitations, développement des activités de prostitutions, développement du secteur informel, construction hors norme, ...). Bien sûr, les grandes mines apportent sa part dans l'assiette fiscale, une réduction du chômage, une expansion économique (à court terme) voire une croissance économique (à long terme), une spécialisation des petites mines, une hausse du PIB, élargissement des aires protégées, ... mais elles ne font que rester limitées tant sur les quantités des minerais extractibles que sur l'échéance du contrat des sociétés minières. Dans ce contexte, nous proposons de faire des études, éventuellement des analyses, de l'impact de ces projets

¹ Selon le PGRM, (*Projet de Gouvernance des Ressources Minérales*)

miniers, de nationalités différentes, sur l'économie locale (régions d'implantations des industries) et national. Les opportunités telles que les apports en infrastructure, délocalisation des compétences des firmes multinationales, une preuve de diplomatie (qui donne une bonne image de la grande île malgré les conjonctures politiques vécues de ces dernières décennies), incitation des autres investisseurs à entrer dans le secteur qui est jusqu'ici encore perméable, le développement des autres secteurs tels que le secteur tourisme, l'hôtellerie ... et les mauvaises conséquences, en particulier les risques qu'encourent l'écosystème, une balance commerciale en déséquilibre ou tout simplement aggravation des déficits ... se concourent pour aboutir à la connaissance de l'efficacité de ces projets miniers. L'exploitation des ressources minières (pierres précieuses, pierres fines, pierres ornementales, minerais industriels, ...) du sous-sol malgache constitue-t-elle le dernier rempart au développement et croissance économique du pays? La question semble délicate, plus vaste à répondre, alors on s'efforce à répondre aux séries questions suivantes : quels sont les facteurs déterminants régissant les exploitations minières en question c'est à dire les secteurs clés ? Ces activités sont-elles compatibles avec les aspects sociaux, économiques, environnementaux ainsi que réglementaire au sein des collectivités locales ? Qu'est ce qui garantie qu'elles aboutiront à une croissance stable pour l'économie nationale ? Et que toucher les richesses en réserve dans le sous-sol est-il un bon choix de politique de développement ? La réponse à toutes ces questions se focalise alors sur l'étude des enjeux économiques et sociales des ces investissements miniers. Pour ce faire, des documentations ainsi que des observations ont été faites (journaux, films documentaires, livres économiques, ...). La recherche documentaire ne se limitait pas non seulement sur la confrontation des divers livres et revus économiques, mais s'étend surtout sur la consultation des informations en ligne dans le but d'obtenir les quelques informations plus essentielles. Le choix de la méthode d'étude est fait au détriment des localisations géographiques plus éloignées de ces entreprises. Par conséquent, le contenu du livre se limite sur une analyse plus généralisée et nullement fait l'objet d'une estimation faite de la situation en perpétuelle évolution.

Ainsi pour entamer le thème que nous avons affaire, on va subdiviser l'étude en trois grandes parties distinctes mais complémentaires. Primo, la première partie, intitulée cadrage de l'étude, traite la délimitation du domaine d'étude. Elle comporte deux principaux chapitres : l'un fait l'objet d'un petit survol historique du secteur minier à Madagascar alors que l'autre décrit son environnement minier actuel. Secundo, la deuxième partie, une étude plus empirique. Elle exprime les caractéristiques et les aspects

généraux des projets miniers en vigueur. Pour plus d'explication, la partie comporte aussi deux chapitres plus importants. Le premier chapitre évoque leurs conséquences positives directes et indirectes alors que le second chapitre se centre sur les conséquences négatives c'est-à-dire les dégâts attendus qu'inattendus. Tertio, les deux premières parties nous conduisent à l'étude de leurs impacts sur l'économie nationale dans le cadre du nouveau Code des mines. On y consacre beaucoup d'explications sous deux angles différents : au niveau national et au niveau international.

Première partie : Cadrage de l'étude

Avant toute étude, il est nécessaire de délimiter le champ d'analyse. Cette première partie concerne un petit rappel historique et évolution de l'environnement minier à Madagascar. Il s'agit d'un petit survol sur l'évolution du secteur minier. De ce fait, la partie se divise en deux principaux chapitres : le premier traite un aperçu général du cadre minier tandis que le second décrit brièvement l'environnement minier actuel à Madagascar.

Chapitre premier. - Aperçu général du cadre minier à Madagascar

Dans ce chapitre, on évoque l'histoire du secteur minier à Madagascar. Depuis longtemps, la grande île connaissait déjà des activités minières, opérées par des petits exploitants. Le secteur a évolué au fil du temps et a fini par être formalisé. La localisation géographique des richesses était déjà partiellement connue.

Section 1. Historique

H. Keane avance l'hypothèse que l'or était exploité à Madagascar dans l'antiquité. A partir du 17^e siècle, des traitants et voyageurs qui sont passés à Madagascar signalent la présence de l'or ; en 1630, le comte de Denbigh a rapporté de Madagascar des grains d'or et en 1759 le révérend Hirst qui a séjourné à Saint Augustin mentionne que l'or doit abonder à Madagascar. Au début de l'ère coloniale, l'or était la seule richesse minière exploitée à Madagascar ; une lettre de Emile-Félix Gautier publiée dans les Annales de Géographie du 15 mai 1897 présente la situation de l'exploitation de l'or à cette période.

Avant la période coloniale, les ressources minières étaient peu exploitées à Madagascar ; d'ailleurs sous Ranavalona II, la législation interdisait l'exploitation minière. Le contrat passé entre le gouvernement de Rainilaiarivony et Suberbie en 1886 établissait la première concession d'exploitation aurifère.

Après l'annexion, commence l'inventaire des ressources de l'île. Au début de l'ère coloniale, Madagascar produisait surtout de l'or puis des pierres précieuses. Vers 1920², toutes les ressources étaient pratiquement inventoriées mais d'une manière superficielle. L'exploitation des produits du sous-sol autres que l'or et les pierres précieuses est envisagée : le charbon, les minéraux radioactifs et les hydrocarbures ont fait l'objet de nombreuses études en vue de pourvoir aux besoins de la métropole mais aussi au développement de la colonie. Toutefois pour diverses raisons, ces études n'ont abouti à aucune exploitation sérieuse, sauf pour la production de mica et de graphite.

Parallèlement, l'administration coloniale s'est préoccupée de la mise en place de la législation minière afin de mieux contrôler l'exploitation minière. Dès 1906 est promulgué le premier décret minier qui fut d'ailleurs aussitôt contesté puis révisé. Au début, les pierres précieuses de Madagascar taillées en série ont été bien souvent vendues comme étant originaires du Brésil et seules les pierres défectueuses étaient données comme originaires de Madagascar ; ceci a entraîné la dépréciation de pierres précieuses sur le marché international. Face à cette situation, le Gouvernement général a décidé de restreindre les exportations en exigeant des exploitants un égrillage très soigné des lots expédiés en Europe. Depuis, les gemmes ont constitué pour la colonie des ressources importantes.

Après la deuxième guerre mondiale, des missions de prospections géologiques ont été menées systématiquement par le bureau géologique d'Antananarivo.

Les malgaches n'accordaient aucune importance à l'exploitation des gemmes. C'est seulement à la fin du 19^e siècle qu'Alfred Grandidier a présenté les premiers échantillons des pierres précieuses malgaches provenant du Vakinankaratra, et c'est E. Gautier qui le premier a apporté des informations précises sur les gisements des pierres qu'il a rapportés en France. L'exploitation des gemmes ne commence qu'en 1904, à la suite de la découverte de rubellites de très bonne qualité dans le gisement de Maharatra (vallée de la Saharanpur). Au cours de la première moitié de la période coloniale, les exportations de pierres précieuses, malgré les variations de la production, constituaient avec l'or une importante source de revenus. Bien que fluctuante, la tendance de l'exportation de gemmes était à la croissance. D'après des études menées par les chercheurs universitaires regroupés dans l'association TALOHA, les minerais les plus exploités à l'époque sont :

² Les données citées proviennent de la recherche de TALOHA, une association des chercheurs universitaire à Antananarivo

- *L'or*

C'est le premier métal précieux exploité à Madagascar. Son importance dans le commerce marchand est plus remarquable. D'un côté, il fait l'objet de parure ; de l'autre côté, il sert aux échanges.

- *Le fer*

Le minerai de fer n'est utilisé que l'artisanat local. Son exploitation a commencé sous Andriamanelo, les gisements exploités étaient Amoronkay et Ambatolevy.

- *Le cuivre*

Dès 1924, de nombreux affleurements ont été reconnus mais seul le gisement d'Ambatofanghana a été exploité

- *Le mica*

Le mica a constitué une des premières ressources minières de Madagascar ; dans la période entre les deux guerres, Madagascar était le quatrième producteur de micas après l'Inde, les Etats-Unis et le Canada.

- *Les minéraux industriels : graphite, corindon*

. En 1925, Madagascar était le premier exportateur de graphite au monde. Il constituait durant toute la période coloniale le principal minerai exploité à Madagascar.

- *Les matériaux de constructions et divers*

Ils comprennent : les pierres à bâtir, ardoise, pierres à aiguiser, pierres à chaux et ciment (chaux grasse, chaux maigre et chaux hydraulique, ciments, marbre et onyx), roches utilisées pour la fabrication d'objet divers.

- *Les hydrocarbures*

Essentiellement, le pétrole, asphaltes, bitume, huile lourde... Les premières découvertes de pétrole à Madagascar datent de 1911.

- *Le charbon et les combustibles fossiles*

Houille, lignite, tourbes. En 1888, une prospection géologique a révélé l'existence de bassins houillers dans le nord-ouest de Madagascar. Les bassins d'Ianapera et de la Sakoa ont été découverts plus tard.

- *Les ressources minérales*

Elles ont été relevées en tant que ressources minérales. Beaucoup de sources thermales sont citées dans les documents antérieurs au 20^è siècle. Des analyses des eaux de certaines sources ont été faites.

En effet, Madagascar était essentiellement un pays d'artisanat minier, secteur presque entièrement informel, mais loin d'être marginal pour l'économie du pays. L'on relevait essentiellement les exploitations aurifères à majorité informelles, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que l'exploitation du chrome par la société d'Etat Kraomita Malagasy (Kraoma). Actuellement, le pays est dans une phase de transition sur le plan minier des quatre grands projets de l'ilménite de QMM à Taolagnaro, du nickel et du cobalt d'Ambatovy, le DYNATEC, l'exploitation chinoise du fer de Soalala... La transition est en train d'analyser l'octroi d'autorisation pour l'exploitation du charbon de Sakoa, l'or de Betsiaka et de Maevantanana, la Bauxite de Manantenina et le pétrole de Bemolanga.

Un des problèmes évoqués est celui de la main-d'œuvre car les gisements se trouvaient généralement dans des régions peu peuplées.

Section 2. Localisation géographique des richesses sous-sol

Depuis toujours, Madagascar possédait déjà des petites mines. Faute de carte minière plus précise, leur localisation géographique demeure à celle des gisements les plus connus. Le développement du secteur minier plus ultérieurement permet d'avoir des informations plus importantes concernant leurs localisations. Avec le temps et la mondialisation, les investissements dans le domaine ne se

limitent pas aux citoyens malgaches mais s'étendent également sur la participation des étrangers. Voyant l'économie malgache tombée sur la position la moins favorable à sa croissance économique, le Bureau de Cadastre Minier de Madagascar a déployé un grand effort sur la connaissance des informations que renferment le sous sol malgache et il conclut que :

- l'or est présent presque dans toute la région cristalline de Madagascar. Les régions anciennement plus riches en or sont : Andavakoera et le nord de Madagascar, le Vakinankaratra, Tetezambato, Anasaha, Beforona, à l'ouest du massif de l'Ankaratra.
- le platine est localisé dans la région de Vatomandry et l'argent est signalé uniquement dans des inventaires de ressources minières.
- le mica est localisé à Fort Dauphin. L'ilménite est le minerai le plus répandu à Madagascar abondant près de Tamatave dans la région de Fort Dauphin. Les deux grands projets miniers, Qit Madagascar Minerals (QMM) et Projet Sables Minéralisés de Tuléar, placent sans doute Madagascar au rang des grands pays producteurs d'ilménite/titane, aux côtés de l'Australie, du Canada et de l'Afrique du Sud.
- les réserves de zircon, sont réparties pour moitié dans les régions de Tamatave et de Manantenina. Depuis fin 2004, la Compagnie Générale des Mines de Madagascar (CGMM) prospecte ce type de minerai.
- le fer est détecté à Soalala, au sud de Mahajanga. Et aussi, des nouvelles localisations sont connues à Fasintsara, de Betioky.
- après la réforme de la carte minière, on a localisée d'autres régions possédant d'autres types de ressources sous sol en plus des endroits cités antérieurement. Il s'agit d'une localisation résultant d'une forte précision. Puisque le gouvernement malagasy considère le secteur minier comme l'un des secteurs porteurs de croissance, il est actuellement un facteur mobilisateur de plusieurs activités économiques. Le tableau suivant résume, grosso modo, les principaux lieux où abondent les minerais. Il figure les anciens gisements avec ceux qui ont été découverts plus récemment.

Tableau 1 Les potentialités de Madagascar

REGIONS	MINERAIS
ANTSIRANANA	SAPHIR, SPHENE, AMETHYSTE, QUARTZ, ILMENITE
ANDAVAKOERA	BARYTE
IHARANA	CUIVRE
ANALAVORY	BAUXITE
MASOKOAMENA	BERYL COLUMBITE, PEGMATITE GRAPHIQUE
MARANGAKA	BAUXITE
MAHAKIRY	CHROMITE
ANKAY	GYPSE
MAHAJANGA	CELESTITYTE, BERYL, CHRYSTOBERYL
BEMOLANGA	BITUME
ANTSIRABE-ITASY	PEGMATITE GRAPHIQUE, COLUMBOTANTALITE
AMBATOVARAHINA	CUIVRE
AMPANDRAMAIKA-MALAKIALUNA	BERYL COLUMBITE
SAKOA	CHARBON
BETIOKY	FER
RANOBE	ILMENITE
AMPANIHY	GRAPHITE, MANGANESE, GRENAT
AMPOTAKA	KAOLINITE
FORT-DAUPHIN	ILMENITE, TOPAZE
MANANTENINA	BAUXITE
BEKISOPA	FER
BESAKOA	CUIVRE
VALOZORO	NICKEL
FASINTSARA	FER
SAMBAINA	LIGNITE, BITUME
MAROVINTSY	GRAPHITE
AMBATOVY	GRAPHITE, COBALT, NICKEL
BESAKAY	PLOMB
ANDRIAMENA	CHROMITE
MAHAKIRY	CHROMITE
TOLIARY	LASPE, GRENAT, LOLITE, SAPHIR, QUARTZ, TOURMALINE, BERYL

Source : Ministère de l'Energie et des Mines, 2006

Section 3. Nécessités et utilités mondiales des minerais exploités

Les minerais exploités à Madagascar ont d'importance à l'échelle mondiale. Ils entrent dans la fabrication de plusieurs matières. La concurrence mondiale plus poussée entre les firmes multinationales en quête des matières premières « à bon marché » leur conduit à investir n'importe où dans le monde. On peut citer, à titre d'exemple, les minerais faisant l'objet des grands investissements miniers à Madagascar :

COBALT

Le cobalt est utilisé dans de nombreuses applications industrielles sous forme de métal ou de composés : oxyde, sulfate, chlorure, le cobalt est un co-produit de la métallurgie du cuivre ou du nickel. Les principaux pays producteurs sont : le Zaïre, la Finlande, la Russie, la Zambie, et la Norvège. Or, la production ne suffit pas à satisfaire la demande du marché. Il est très utile. Dans la filière métallurgique : fabrication de superalliages essentiellement en aéronautique pour la fabrication de turbines de réacteurs, fabrication des métaux durs, fabrication des aimants permanents, des pneus, en peinture... Dans les industries chimiques et pétrolière : filière céramique et verre, filière batterie, médicaments, produits vétérinaires et aliments destinés au bétail. La technologie l'utilise dans la fabrication des bandes magnétiques, opération de galvanisation, fabrication de cobalt radioactif pour le traitement de cancer. L'industrie textile l'utilise dans la composition de certaines fibres de tissus.

NICKEL

Le nickel entre dans la composition de plusieurs familles d'alliages métalliques. Les alliages fer nickel : ils sont utilisés pour leurs propriétés physiques : lasers ou dans les écrans de téléviseurs cathodiques, magnétique, élastiques, soudure, (moteurs d'avion) turboréacteurs. Les sels de nickel sont utilisés dans différentes industries telles que l'électronique, la catalyse. Le nickel est aussi utilisé dans la cathode des piles alcalines, et des accumulateurs alcalins. Il est aussi utile dans la fabrication de : cordes de guitare électrique, en bijouterie, alliage des métaux entrants dans la composition des pièces de monnaie,... Seule une partie de la production du nickel est vendue sur le marché au comptant. La grande majorité du commerce est traitée au travers de contrat à long terme ou d'arrangements intra sociétaires.

CHROMITE

La chromite constitue jusqu'à ce jour le premier produit minier de Madagascar. Réputée de très bonne qualité, le chrome est principalement utilisé pour la fabrication des aciers inoxydables. La Kraomita Malagasy « KRAOMA » est la seule entreprise qui exploite ce minerai à Madagascar. Ses prévisions d'exportation pour 2006 sont de 140kt, soit 73% de plus qu'en 2005. La chromite est exportée principalement vers le Japon, la Suède et la Chine.

GRAPHITE

Madagascar possède des ressources très importantes de graphite en paillettes d'excellente qualité, utilisé pour la fabrication de mines de crayon, de lubrifiant, de peinture et pour le polissage.

CHARBON DE TERRE

Le charbon est la première source d'énergie. Son utilisation se fait dans certains domaines industriels tels que le fonctionnement de moteur à vapeur, l'industrie de fonte, ... Substitué au pétrole, l'utilisation du charbon de terre existe encore car il est moins cher.

FER

Le fer est l'élément de base des métaux industriels. Il est très prisé dans la composition de plusieurs matières. Dans la construction : réalisation d'ouvrages architecturaux, réalisation d'ouvrages d'arts tels que des ponts, armer le béton, squelette de certains bâtiments. Dans l'automobile : le secteur de l'automobile est le deuxième marché pour l'acier pour fabriquer des châssis, des pièces de carrosserie ou de moteur. Industrie alimentaire (emballages, ustensiles de cuisine...), emballages domestiques tels que des boîtes de conserve, des canettes de boisson, des conditionnements pour laque à cheveux ou pour déodorant, ainsi que des ustensiles de cuisine comme des plats, des casseroles ou des couverts. Ils sont aujourd'hui plus fréquemment fabriqués en inox. Autres secteurs d'utilisation : le secteur de l'informatique et de la téléphonie : fabrication de composants électroniques. Dans le domaine de l'aérospatiale, l'acier est utilisé dans la réalisation de pièces très pointues pour les satellites.

LES SABLES DE PLAGES – ILMENITE, ZIRCON ET MONAZITE

- Ilménite

Il permet d'extraire le titane qui est utilisé dans l'industrie aéronautique et spatiale. On en fait également un usage courant dans les industries de peinture et plastique, la boue de forage,...

- Zircon

Il est utilisé pour les composants électroniques et les tuiles de céramique. Il est récupéré en tant que sous-produit des minerais de titane. La dépendance des utilisateurs européens face à des

producteurs australiens et sud-africains pourrait procurer à Madagascar une ouverture favorable sur les marchés d'Europe occidentale.

Chapitre II. - L'environnement minier à Madagascar

L'environnement minier à Madagascar concerne tous les secteurs rattachés à la filière mine. Le présent chapitre analyse les quelques secteurs ayant de liaison étroite avec le secteur mine. Afin de donner plus d'éclaircissement dans ce chapitre, on va le subdiviser en trois sections. La première section traite la filière mine ainsi que les embranchements y afférents, la deuxième section analyse la remise en question de la gestion des affaires publiques, la troisième section évoque les dispositions du nouveau Code des mines.

Section 1. La filière mine ainsi que les embranchements y afférents

La filière mine regroupe plusieurs secteurs pouvant être classée en deux grands groupes : le secteur privé et le secteur public. Le secteur public comprend les divers ministères, les institutions et organismes de contrôle, d'octroi des permis miniers et plus essentiellement la formation des petits exploitants. Le secteur privé englobe les petits exploitants, les artisans miniers, les grandes mines et les divers opérateurs y rattachés.

§ 1. Le Secteur Public³

L'Etat malgache, soucieux de l'utilisation dans le sous optimale des ressources non renouvelables en particulier les potentiels miniers et pétroliers, a décidé d'adhérer à l'Initiative EITI qui n'est d'autre que l'application des principes de la Bonne Gouvernance dans le secteur minier et pétrolier. Le Secteur Public est constitué de quelques ministères et organismes. Il s'agit notamment du :

➤ *Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (MECI)*

Il est chargé de promouvoir les investissements privés et le transfert de technologie pour relancer la croissance économique et la création d'emploi, renforcer la compétitivité de Madagascar et son intégration dans l'économie mondiale. Le MECI assure la tutelle des Industries minières et

³ C'est le secteur public rattaché au secteur minier, une classification selon l'EITI
www.mines.gov.mg/eiti/secteur_public.htm#f

pétrolières, le bon développement et de manière équitable de ces industries ainsi que les investissements connexes à ces grands projets. Le Ministère est concerné par l'aspect commercialisation des produits et le suivi de l'application des lois sur le secteur privé dont font partie les Compagnies Minières et pétrolières.

➤ *Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme (MEEFT)*

La mission du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme est de sauvegarder l'environnement unique de Madagascar. Son objectif dans le domaine des mines est d'assurer la durabilité et l'accès aux ressources naturelles dans une perspective de développement durable et respectueux de l'environnement à travers la bonne gestion et la Bonne Gouvernance. Par rapport à l'exploitation minière et pétrolière à Madagascar, le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme délivre les permis environnementaux et assure le suivi environnemental des activités des Compagnies minières et pétrolières, appuie les programmes de gestion et étudie les impacts sur la population.

➤ *Ministère de l'Energie et des Mines (MEM)*

Il est chargé de la conception, de la gestion et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement visant un développement durable en matière d'énergie, des mines, des hydrocarbures, d'eau potable et d'assainissement avec comme finalité d'assurer les conditions de croissance économique et de bien-être de la population. Le MEM veille au respect de la législation, des lois sur les Grands investissements miniers et des contrats ainsi que des Conventions d'établissements. Mais l'intervention du MEM s'étend également à travers l'implication de ses quelques organismes rattachés et sous tutelles comme le BCMM, l'OMNIS, le PGRM et le PRISMM.

➤ *Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM)*

Le Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il est placé sous la tutelle technique du Ministre de l'Énergie et des mines, administrer (enregistrer, instruire, délivrer) les permis et autorisations minières gérer les permis octroyés. Il a pour missions de :

- mettre à jour les cartes cadastrales minières,
- initier les procédures d'annulation des permis pour les cas prévus par le Code Minier et ses textes réglementaires,

- procéder au recouvrement des frais d'administration minière et au transfert de leurs quotes-parts au Budget Général et Provinces Autonomes.
- procéder à la délimitation sur terrain de l'emplacement des périmètres.

➤ *Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS)*

C'est un Établissement Public à caractère Administratif. Il œuvre essentiellement pour le développement de l'exploration minière en partenariat avec des compagnies étrangères. Il a pour principale mission, dans le domaine minier de la valorisation des données géologiques de base et du Bureau de Promotion Minière. Dans le domaine des hydrocarbures, le BCMM est chargé de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'exploration et d'exploitation et de la gestion du domaine minier national d'hydrocarbures.

➤ *Projet de Gouvernance des Ressources Minérales (PGRM)*

C'est un projet financé par l'Etat Malagasy, la Banque Mondiale, le Gouvernement Sud-Africain et le Gouvernement des Etats-Unis. Le PGRM a été initié en 2003, afin de venir en appui au Gouvernement malgache dans la concrétisation de sa nouvelle stratégie concernant le secteur minier suite à la crise de 2002. C'est une nouvelle stratégie consistant à :

- Améliorer la gouvernance et la transparence dans le secteur minier,
- Apporter un appui aux opérateurs artisanaux, et
- Promouvoir les investissements miniers privés et la gestion décentralisée des ressources minières.

➤ *Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur Minier à Madagascar. (PRISMM)*

Leur mission est axée sur l'amélioration de l'infrastructure géologique et minière notamment sur l'appui à la petite mine, laquelle est en grande partie consacrée à la structuration de la filière or par sa formalisation et la formation de ses acteurs.

➤ *Ministère des Finances et du Budget (MFB)*

Le Ministère des Finances et du Budget est chargé de l'élaboration et mise en œuvre de la politique de l'Etat dans les domaines financier et budgétaire ainsi que des prévisions macroéconomiques

indispensables aux programmations financières ; et la participation à l'élaboration de la politique monétaire

➤ *Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MPRDAT)*

Le MPRDAT est chargé d'élaborer et mettre en œuvre la politique générale de l'Etat en matière de Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire et la stratégie de lutte contre la pauvreté, de la croissance économique durable et équitable, de la libéralisation, du désengagement de l'Etat, du développement durable des régions, des communes et des fokontany.

➤ *Institut de Gemmologie de Madagascar (IGM)*

C'est un laboratoire de recherche et de certification en gemmologie de réputation mondiale. Son rôle augmente la confiance des acheteurs de pierres taillées. Il se ramifie en deux grandes écoles :

- Une école de lapidairerie qui a pour objet de promouvoir l'amélioration de la taille des pierres à travers types de formations : initiation, perfectionnement pour les artisans et formation de formateur.
- Une école de gemmologies animée par de experts malgaches et étrangers qui délivre un diplôme reconnu internationalement.

L'IGM est une institution publique œuvrant dans le contrôle des transformations des pierres dans le but de créer une valeur ajoutée par rapport à la valeur des pierres brutes. Le Projet de gouvernance des ressources minérales (PGRM) a mis en place cet institut, mais on devrait donc multiplier les initiatives en termes de formation de qualité internationale, comme celle dispensée par l'IGM. Sans cela, le pays continuera à moins profiter de ses ressources. Si la transformation se développe, les tentations des trafics illicites devraient baisser considérablement étant donné que les acteurs de la filière trouveront mieux leurs comptes dans la transformation. D'après les données du ministère des Mines, 30% du saphir écoulé sur le marché mondial viennent pourtant de Madagascar, contre 4% pour les pierres précieuses en général.

➤ *Kraomita malagasy (KRAOMA)*

La Kraoma est une Société Anonyme qui est sous la tutelle du Ministère de l'Energie et des Mines. Les activités principales de l'entreprise sont l'extraction, le traitement et l'exportation du minerai de chrome ainsi que la vente locale de pierre précieuse (Or). Il est la seule grande société minière nationale en terme de quantité exportée et de chiffre d'affaires. Son site d'exploitation se trouve aux environs d'Andriamena, plus précisément à Brieville dans le district de Tsaratanana - région de Betsiboka, soit au Nord-Ouest de Madagascar. La Société a achevé dernièrement en décembre 2007 l'exploitation de la mine d'Ankazotaolana. Elle exploite depuis 2005 la mine de Bemanevika.

§ 2. Le Secteur Privé ⁴

Le secteur privé englobe tous les secteurs non publics ayant des liaisons avec le secteur minier. Il s'agit des principales grandes entreprises d'investissement minier, les mineurs artisanaux et les institutions de formation.

Les principaux grands investisseurs en cours d'exploitation sont :

➤ **QMM - Rio Tinto**

Rio Tinto est une des sociétés minières les plus importantes au niveau mondial. QIT Madagascar Minerals SA (QMM) est une filiale Malagasy de Rio Tinto (80%) et de l'État Malagasy (20%) représenté par l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS). Le projet d'extraction d'ilménite à Taolagnaro représente près de 588 millions dollars d'investissement. Le gisement de Fort Dauphin compte des réserves de 75 millions de tonnes d'ilménite suffisantes pour assurer plus de 40 ans de production. Le gisement de Fort Dauphin contient près de 70 millions de tonnes d'ilménite. Cette quantité représente environ 10% du marché mondial. Sur les 2000 ha du secteur de gisement de Mandena, le plan minier prévoit l'exploitation d'une centaine d'hectares par année sur une période de 20 à 25 ans.

⁴ [www.mines.gov.mg/eiti/secteur privé.htm#e](http://www.mines.gov.mg/eiti/secteur%20privé.htm#e)

➤ **EXXON MOBIL MADAGASCAR OIL** (exploitation du pétrole)

Madagascar Oil est une Compagnie privée travaillant pour le développement du secteur d'Huile lourde et l'exploration gazière à Madagascar. En Mars 2007, le Groupe a conclu une facilité de crédit avec le Crédit Suisse, qui lui a accordé des ressources financières pour poursuivre non seulement les grandes activités d'exploration et de découverte d'huiles lourdes mais aussi pour rendre plus performants les travaux d'exploration additionnels. Son activité principale la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures à Madagascar. L'année 2007 a été marquée par de significants progrès contribuant à l'atteinte de l'objectif de la Compagnie de devenir l'exploitant leader de pétrole à Madagascar. Madagascar Oil et son équipe de direction s'engagent à appuyer les efforts de Madagascar de développer ses ressources pétrolières et gazières dans le respect de l'environnement afin de contribuer activement à l'avancée économique et sociale du pays. Les projets sont localisés à : TSIMIRORO (huile lourde), BEMOLANGA (bitume).

➤ **DYNATEC : PROJET NICKEL-COBALT PRES DE TAMATAVE A AMBATOVY**

Malgré le retrait de la société sud-africaine Impala Platinum Holdings Ltd depuis fin 2005, ce projet « d'opération minière à ciel ouvert » se poursuit, avec l'intégration d'un troisième partenaire d'origine sud-coréenne : la société Korea Resources Ltd (KORES), dirigeant un consortium des sociétés coréennes Daewoo International, Keangnam Enterprises et STX Corporation. La Corée entend s'assurer un approvisionnement en métal à moyen terme. En effet, le projet Ambatovy sera une des rares productions indépendantes de nickel et de cobalt au monde. Le début de l'exploitation prévu pour 2008, est reporté à fin 2009 début 2010. Le dossier d'Etude d'Impact Environnemental (EIE) a été approuvé fin 2006. Les appels d'offres pour la construction des infrastructures du projet sont déjà lancés⁵.

➤ **SHERRIT**

Le projet Ambatovy, avec 4,5 milliards de dollars d'investissement se spécialise dans l'extraction de nickel, de cobalt, et d'engrais de sulfate d'ammonium pour une durée d'au moins 27 ans. C'est le grand investissement étranger jamais réalisé à Madagascar.⁶

⁵ QMM avant le début de ses grands travaux d'exploitation

⁶ D'après la Banque Mondiale

LES MINEURS ARTISANAUX

La plupart des petits exploitants à Madagascar sont dans l'informel: la commercialisation des pierres se fait d'une manière irrationnelle. Le prix des pierres précieuses ne se fixe pas suivant la norme internationale mais en fonction des demandeurs et la situation pécuniaire des petits exploitants. Le marché est très développé malgré l'handicap du marché existant. De plus, l'absence d'une politique sur les pierres précieuses devant inclure la transformation semble faire la promotion des trafics en tous genres de pierres brutes. Selon des spécialistes en minéralogie français, Madagascar est l'unique pays au monde à présenter toute la gamme de couleurs du saphir. Cet atout devrait procurer au pays des avantages non négligeables s'il est exploité dans la transformation. Les étrangers profitent de la situation et conduisent le marché à son équilibre sous optimal. Le secteur se développe alors dans l'informel faute d'informations exactes sur les prix des pierres et l'absence de contrôle de la part de l'Etat. Un cas plus connu est celui d'Ilakaka :

La commercialisation a connu une évolution que l'on peut décrire en trois phases :

- *Période allant de la découverte du gisement d'Ilakaka, Septembre 1998, au début de 1999.*

Les mineurs pouvaient donc facilement travailler toute la journée et se rendre à Andohan'Ilakaka pour vendre le produit de leur labeur. D'autant plus que l'installation du comptoir de vente d'Ambarazy et l'organisation des acheteurs étrangers à l'époque présentaient des conditions acceptables pour le commerce.

- *Période allant d'environ Avril 1999 à la fin 2000*

Les businessmen malgaches font leur apparition de même que les acheteurs Sri Lankais. Les mineurs perdent ainsi la possibilité de comparer les prix au mieux, et voient leurs revenus diminuer. De plus la nature superficielle et étendue des gisements conduit les mineurs à s'éloigner petit à petit de la route nationale.

- *Période allant de 2001 à 2003*

Age d'or des businessmen malgaches, les étrangers ne se déplacent pas encore vers les mines qui sont de plus en plus éloignées et difficiles d'accès. Les mineurs sont obligés de vendre leurs pierres à des bas prix.

Actuellement, les acheteurs les plus puissants décident d'approvisionner directement, ou par l'intermédiaire de businessmen sélectionnés, les mineurs en vivres et matériels divers, en échange d'une exclusivité concernant les produits extraits, à un prix que les mineurs ne peuvent

qu'accepter. Les mineurs ne sont pas formellement recensés et ne paient aucune taxe ou ristourne à l'Etat et ses collectivités décentralisées. Les acheteurs de pierres brutes deviennent de plus en plus nombreux notamment les asiatiques.

Section 2. La gestion des affaires publiques remise en question

Malgré les anciennes lois sur le Code des mines, la gestion des ressources minières était dans l'impasse. De ce fait, le gouvernement a instauré une méthode plus appropriée au niveau de la réglementation du secteur minier, essentiellement l'informatisation du cadastre minier et l'intensification de la lutte contre la corruption.

§ 1. Informatisation du cadastre minier

Le Bureau de Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) a pour mission de gérer les autorisations et permis miniers, à partir du dépôt des demandes jusqu'à l'expiration de leur durée de validité. Ce bureau offre la possibilité de consulter l'ensemble du territoire découpé en carrés, désormais de 625m de côté. Faisant preuve d'une totale transparence, le BCMM garantit le respect de l'antériorité du dépôt de la demande suivant le principe « premier venu, premier servi ». Tant que le cadre légal en vigueur est respecté, essentiellement le paiement des frais d'administration, l'octroi d'un permis constitue un droit acquis. Le BCMM tient à la disposition des personnes physiques ou morales un « guide pour les opérateurs miniers » qui recense l'ensemble des renseignements de base lors des demandes de permis. Parmi ses attributions, le BCMM met à jour les cartes cadastrales minières et initie les procédures d'annulation dans le cadre des textes réglementaires. En outre, le BCMM peut aider les prospecteurs à trouver des partenaires ou des opérateurs pour la valorisation des périmètres miniers. Cette profonde réforme du BCMM s'est traduite par une augmentation très sensible au cours de l'année 2005 des demandes d'autorisations exclusives de réservation de périmètre (AERP) et des permis de recherche (PRE). Désormais, le BCMM est une vitrine du cadastre minier en Afrique⁷.

§ 2. Intensification de la lutte contre la corruption

L'Etat malgache s'efforce à faire régner la transparence. Tous les responsables du ministère ont pourtant signé le document de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Les mines ont, cependant, toujours attisé les convoitises. Les sommes très importantes qui circulent dans les différentes filières, notamment par la multitude des petites mines, ne permettent pas de déraciner la

⁷ Selon la Banque Mondiale (2006)

corruption. Le ministre de l'Energie et des Mines avouait que le secteur couvre des blanchiments d'argent. Il est à noter que l'essentiel des richesses minières échappent au contrôle de l'Etat. Le chantier reste immense, un véritable changement de mentalité est nécessaire de la part de tous les acteurs. Les responsables du secteur continuent de gérer aujourd'hui davantage des comportements que des ressources.

Section 3. Quelques dispositions du nouveau code minier

Les mines constituent un secteur clé dans la stratégie de développement de Madagascar. Le pays regorge d'importantes ressources minières allant du chrome à l'or en passant par les pierres précieuses. La politique minière à Madagascar est développée dans le nouveau Code minier et une Loi sur les Grands Investissements (LGIM) a été adoptée, qui définit un régime fiscal plus incitatif pour les investisseurs. Deux principes généraux régissent ce secteur : la libéralisation et le désengagement de l'État. Cette politique, conforme au programme de réformes économiques du Gouvernement et définissant les rôles respectifs de l'État et du Secteur privé, fait appel à l'investissement privé en précisant clairement leurs droits et obligations.

⇒ Modifications de la loi n° 99-022 du 19 Août 1999 portant code minier :

- Réduction de la taille des carrés qui sont les unités de base composant les périmètres miniers désormais fixés à 625 mètres de côté (contre 2.5 km auparavant). Ces dimensions sont mieux adaptées aux toutes petites exploitations artisanales et libèrent des périmètres pour d'autres exploitants.
- Le principe du désengagement de l'état des activités de production est confirmé.
- L'Etat s'octroie la possibilité d'établir des restrictions à l'obtention de permis miniers dans des périmètres où il aurait engagé des études géologiques. Une zone d'études réservées sera alors déterminée et un appel d'offres pourra être lancé pour l'obtention de permis de recherches et d'exploitation. Le paiement d'une indemnité due aux titulaires initiaux droits miniers sur lesdits périmètres est prévu. Cette indemnité sera payée conjointement et solidairement par l'état et le bénéficiaire du nouveau permis minier. Cette disposition devrait permettre de limiter la spéculation sur des périmètres miniers par des personnes physiques ou morales qui paralysaient quelques investissements.
- Réduction du seuil d'éligibilité au régime spécial des grands investissements fixé désormais à 50 milliards d'ariary et réajustement des seuils pour les différentes durées de la

garantie de stabilité des investissements. Ainsi à partir de 500 millions d'ariary d'investissement, la durée de stabilité garantie à l'investisseur sera de huit ans (jusqu'à 20 ans pour les investissements supérieurs à 12.5 milliard d'ariary). Cette garantie assure notamment à l'investisseur la possibilité d'ouvrir des comptes en devises auprès des banques locales et offre la possibilité à l'extérieur les montants en devises nécessaires aux principales étapes et vie du projet⁸.

⇒ Les modifications concernent aussi le respect de la biodiversité : mettent l'accent sur l'objectif de protection de l'environnement et intègre les mesures y afférentes arrêtées par les départements spécialisés en la matière, précisent la notion d'infraction minière et établit la liste des crimes et des délits, ainsi que leurs sanctions respectives. La protection des droits des titulaires et celle de l'environnement, notamment les aires protégées, constituent le centre d'intérêt de la nouvelle liste des infractions minières. La protection de l'environnement : l'obligation pour toute personne physique ou morale de prendre les mesures de protection nécessaires pour minimiser et réparer tout dommage pouvant résulter des travaux conduits dans le cadre de son activité et de se conformer à un plan d'évaluation environnementale ; la fixation des zones d'interdiction pour toute activité minière. Les sanctions convenables au non respect de la protection environnementale sont fixées.

⇒ Décret fixant les conditions d'application de la Loi sur les grands investissements miniers N° 2003-784 : obligation pour le titulaire du permis minier de contribuer aux frais de l'étude d'impact environnemental pour tout projet minier allant jusqu'à 333 millions USD (600 milliards MGA). Le montant maximal de la contribution est fixé à 378 879 USD

⇒ Obligation pour les projets d'investissements miniers de faire l'objet d'une étude d'impact environnemental ; obligation de tenir une audience publique lors de l'évaluation environnementale (implication des communautés locales) ; énumération des conditions et du processus pour obtenir le permis environnemental dans le cadre d'un projet minier ; établissement des règles de conduite et des sanctions pour les contrevenants. (Décret n° 99-954 et n°2004-167)

⁸ Avant la mise en œuvre des projets d'investissements, le Sheritt a estimé tous les avantages offerts à l'économie malgache, exceptionnellement l'évolution des comptes en devises

Deuxième partie : CARACTERISTIQUES ET ASPECTS GENERAUX

Les grands projets miniers constituent un levier de la mobilité de l'économie malgache. Leurs actions animent l'évolution de la situation économique de la grande île. En effet, des avantages sont procurés parallèlement avec la présence des externalités générées notamment les interactions entre les acteurs économiques œuvrant dans le secteur minier à Madagascar. Pour de plus ample explication, la présente partie se divise en deux principaux chapitres traitant, en premier lieu, leurs effets positifs sur l'environnement et leurs conséquences négatives, en second lieu, sur les activités multisectorielles.

Chapitre III. Les effets indirectement produits par les exploitations minières

Il est vrai que les activités d'extractions influencent plusieurs variables telles que le tourisme, lequel dépend de la sécurité dans les zones d'accueil. Toutefois, elles sont vraiment une source de dégradation de l'écosystème suite aux aménagements des zones d'exploitations. Conscientes des destructions qu'elles font, ces grandes entreprises prennent des mesures, avec la collaboration du gouvernement, afin de minimiser les dégâts. Il s'agit de l'extension des aires protégées et des apports en infrastructure.

Section 1. Du point de vue environnemental

Madagascar est identifié comme une des priorités de conservation de la biodiversité dans le monde, considérant la diversité de ses ressources⁹. Dans l'ensemble, environ 80 % des espèces de plantes à Madagascar sont endémiques et, dans le cas des animaux, la proportion est encore plus grande. L'exemple le plus connu est le lémurien, dont près de la totalité des espèces n'apparaît naturellement qu'à Madagascar. Bien que l'on manque d'indicateurs précis, des auteurs, tant malgaches qu'étrangers, estiment que la dégradation du milieu naturel s'accélère à Madagascar, notamment sous l'effet d'une pression démographique croissante et la perturbation de l'harmonie

⁹ Banque Mondiale (2007)

naturelle des plantes et animaux dans la forêt. Les exploitations effectuées sur le sol malgache conduisent les grandes entreprises minières à agir sur d'autres secteurs autres que l'extraction des mines en question. Figuré parmi les engagements obligatoires sur la participation à la protection de l'environnement, mettre en place une harmonie dans la région locale est devenu une obligation.

§ 1. Extension des aires protégées.

Les grandes exploitations minières opérationnelles à Madagascar conduisent à des destructions massives des zones forestières. Pour compenser la superficie de forêt détruite, le gouvernement étend la superficie des aires protégées avec l'appui des divers organismes liés à la protection de l'environnement tels que l'Office National pour l'Environnement, les services des mines, l'ANGAP,... D'ailleurs, depuis la conférence internationale sur la réduction des gaz à effet de serre Madagascar s'était engagée dans la politique de reboisement. Les grandes exploitations minières en question ravagent une partie des sites botaniques où se caractérise la particularité de Madagascar. Ainsi, l'extension voire des découvertes de nouvelles aires protégées devient des préoccupations. D'ailleurs, la réforme sur le code minier renforce la précision concernant le respect de l'harmonie de la nature sauvage dans la zone d'exploitation : la délimitation des zones supplémentaires de sécurité à adjoindre aux zones protégées ou aux zones sensibles est fixée par la réglementation sectorielle sur la protection de l'environnement. A titre d'illustration, en vue d'apporter son soutien à la communauté locale, la société minière QMM projette de créer diverses aires protégées pour ne citer que celle de Sainte Lena qui s'étend sur 274 ha et celle de Mandena avec ces 230 ha. Les espèces endémiques de la localité seront ainsi regroupées, d'abord pour la préservation du milieu naturel, mais également pour favoriser leur reproduction. Par ailleurs, des plantes qui ont la particularité de croître rapidement sont mises en terre. Les exploitations en question ne sont donc pas limitées à ses seules activités principales mais elles contribuent aussi au développement d'autres secteurs sans liaison directe avec elles. D'un point de vue biologique, les principaux écosystèmes de Madagascar ont des niveaux d'endémismes qui les rendent exceptionnels et subissent des menaces qui exigent une intervention mondiale en faveur de la préservation.

§ 2. Développement du secteur tourisme

Le tourisme constitue une des plus importantes sources de devises pour le pays. Dotée d'un environnement riche en faune et flore, Madagascar possède tous les atouts pour développer le

secteur tourisme. A Madagascar, selon la Banque Centrale, le tourisme est un des trois premiers secteurs en termes de recettes en devises, fluctuant en rang avec les entreprises franches et la pêche. Dans ce secteur, le Gouvernement s'est fixé comme objectif principal le développement durable d'un tourisme de qualité en se basant sur les principes directeurs suivants:

- Contribuer à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté par la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus;
- Développer un tourisme respectueux de l'environnement, des valeurs socioculturelles et du patrimoine national;
- Développer un tourisme de qualité;
- Apporter une contribution aussi large que possible à l'équilibre des échanges extérieurs par la promotion du tourisme international;
- Encourager les initiatives régionales au niveau du Sud-ouest de l'Océan Indien;
- Promouvoir les investissements;
- Promouvoir la destination Madagascar;
- Promouvoir la formation.

Le tourisme peut représenter un puissant outil de développement, stimulant la croissance économique et la diversification de l'économie. A Madagascar, où la pauvreté rurale est largement répandue et où les pauvres font pression sur les ressources naturelles, le tourisme pourrait susciter des externalités positives. Le capital touristique est réparti dans toute l'île, le tourisme géré de façon correcte, peut contribuer à la préservation de l'environnement. Les grands projets miniers en vigueur à Madagascar peuvent conditionner l'essor du secteur tourisme par diverses formes à l'exception la réputation de l'île sur les publicités dans le monde du nouveau site d'exploitation de ces grandes filiales et la découverte des nouveaux sites touristiques dans les zones enclavées, la mise en place des infrastructures routiers, ...

L'extraordinaire capital naturel de Madagascar, à la fois terrestre et marin, en fait une destination cible pour une gamme variée de touristes. Considéré comme une industrie d'exportation, le secteur tourisme participe beaucoup à l'économie malgache. Des mesures incitatives sont lancées pour dynamiser le secteur, alors que le secteur minier assume déjà en partie ce dynamisme. Donc, il y a une relation indirecte entre le secteur tourisme et secteur minier. Leur point commun réside dans leur capacité de créer des devises.

Ainsi les actuels grands investissements miniers à Madagascar favorisent l'essor du tourisme. Même si les grands projets ne concernent pas directement le secteur tourisme, la contribution de ceux-ci n'est pas négligeable. Les crises politiques survenues dès 2009 ont créé une réticence des touristes espérant visiter les sites touristiques à Madagascar.

Actuellement, il y a retour de confiance des touristes car l'implantation des nouvelles firmes multinationales signifie pour eux une restauration de la stabilité sociale. Le Gouvernement s'est fixé comme objectif principal le développement durable d'un tourisme de qualité. Les grands projets miniers participent à la création de revenu touristique allant des simples guides touristiques au ministère du tourisme. Le gouvernement fixe aussi des objectifs tels que le développement d'un tourisme de qualité : les touristes doivent être de bons touristes pour que Madagascar ne soit pas une destination ni de tourisme sexuel ni de champ d'escale des trafiquants. Les régions d'implantation des grands projets miniers font actuellement une destination préférée des touristes en raison de l'existence de sécurité. Dans ces zones, la circulation des hommes entraîne la naissance de nouvelles villes, une création de nouvelle demande, une nouvelle auberge des touristes. Pas seulement dans le domaine des visites, des investisseurs étrangers pensent aussi à utiliser leurs argents dans le tourisme. Il s'agit des investissements sur l'hôtellerie, la restauration, équipement des tours opérateurs,...

Section 2. Les apports sur la formalisation des petites mines

La quasi-totalité des petits exploitants miniers à Madagascar sont dans l'informel qui, souvent avec des moyens et des techniques rudimentaires (pierres précieuses ou semi-précieuses), avec des productions qui ne répondent pas aux normes exigées. Grâce aux réformes et à la restructuration de la filière mine, les plus petits exploitants devraient être recensés et formés (notamment par l'Institut de Gemmologie de Madagascar). Dans le but de sécuriser leurs activités, une police de mines a été créée afin de lutter contre l'occupation illégale des périmètres miniers ou le commerce illégal des produits miniers fait rage. On peut citer par exemple:

- Le secteur aurifère.

La mise en place de comptoir d'or, évoquée depuis de nombreuses années, par le Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur minier Malgache (PRISMM) devrait inciter des dizaines de milliers de petits orpailleurs à se formaliser. La formalisation de l'ensemble de la chaîne de production de l'or permettrait de standardiser aux normes internationales le titrage de l'or

malgache et de pouvoir maintenir les prix. Dans le cas actuel, la persistance des intermédiaires provoque un prix de l'or malgache supérieur aux cours internationaux.

-Le secteur saphir.

Les étrangers résidents permanents travaillant dans le secteur doivent avoir constitué des sociétés dûment enregistrées et en règle. Le détenteur d'un simple « visa d'affaires » se voit délivrer une carte moyennant d'un droit spécial pour la transaction minière (DSTM) de l'ordre de 100US \$. Les intermédiaires sont soumis d'une taxe de 2% de la valeur de la marchandise lors des transactions pour les pierres brutes (aucune redevance sur les pierres travaillées).

Actuellement, les petites mines regroupant les filières or, pierres précieuses et semi précieuses ne peuvent pas contribuer d'une manière significative aux recettes de l'Etat. Selon l'Institut de gemmologie de Madagascar, si les entreprises des petites mines veulent formaliser leurs activités, l'Etat leur réclame des millions d'Ariary. Ce qui n'est pas pour encourager ces entreprises à intégrer le secteur formel. Les procédures administratives ne leur facilitent pas non plus la vie. Les exportateurs des petites mines doivent adopter les mêmes procédures que les grands exportateurs du secteur minier.

Dans le secteur de la formation, l'IGM, le leader dans ce secteur, arrive seulement à sortir 300 étudiants par an. Les besoins en lapidairerie sont toutefois estimés à 3 000 lapidaires si l'on se base sur les exportations de pierres brutes. De quoi pousser à la poursuite des exportations de pierres brutes d'un très grand volume mais sans aucune valeur ajoutée. Ce qui veut dire que les exploitants miniers ne tirent presque rien de ces pierres non transformées. L'IGM affirme haut et fort qu'avec la transformation des pierres assortie d'une valeur ajoutée, tout le monde gagne beaucoup. Le Projet de gouvernance des ressources minérales, financé par la Banque mondiale, a mis en place cet institut, mais on devrait donc multiplier les initiatives en termes de formation de qualité internationale, comme celle dispensée par l'IGM. Sans cela, le pays continuera à moins profiter de ses ressources. De plus, l'absence d'une politique sur les pierres précieuses devant inclure la transformation semble faire la promotion des trafics en tous genres de pierres brutes. Si la transformation se développe, les tentations des trafics illicites devraient baisser considérablement étant donné que les acteurs de la filière trouveront mieux leurs comptes dans la transformation. Pour le moment, seuls les trafiquants trouvent les leurs. D'après les données du ministère des Mines, 30% du saphir écoulé sur le marché mondial viennent pourtant de Madagascar, contre 4% pour les pierres précieuses en général. Seuls 5% de la valeur de la filière pierres précieuses vont aux exploitants malgaches. Selon des spécialistes, Madagascar est l'unique pays au monde à présenter toute la gamme de couleurs du saphir qui se décline sur un bel arc-en-ciel.

Section 3. Les apports en matière d'infrastructures

Les infrastructures à Madagascar, notamment le réseau routier, sont dans un état critique. Les grands projets miniers nécessitent évidemment des infrastructures pour leurs fonctionnements. A vrai dire, les infrastructures construites sont de bonnes qualités, construites selon les normes internationales et pouvant répondre aux besoins des gens locaux, non satisfaits par l'Etat.

§ 1. Réalités infrastructurelles à Madagascar

Au niveau de la stratégie globale, le Madagascar Action Plan (MAP) priorise le développement des infrastructures de base pour favoriser les investissements du secteur privé et le commerce. Dans ce contexte, les défis à relever consistent à accorder une priorité aux infrastructures de développement pour les pôles de croissance, améliorer l'efficacité et la qualité de la circulation des biens et des personnes, améliorer l'accès à des services de transport, assurer un approvisionnement en énergie adéquat à coût abordable et compétitif, et assurer un système de communication efficace et accessible à tous. Les principales actions du Gouvernement seront de réhabiliter, renouveler et moderniser les infrastructures existantes, et assurer la maintenance des aéroports secondaires et les stations météorologiques. La politique de transport en milieu rural, vise à étendre le réseau des routes bitumées, réhabiliter les pistes rurales, et à résoudre les problèmes relatifs au financement en décentralisant leur entretien. 8.782 kilomètres de routes ont été construites, réhabilitées et/ou entretenues en 2005. Des progrès ont été constatés concernant les voies ferrées, les ports et les aéroports mais les activités se sont limitées à la réhabilitation des infrastructures existantes. Les infrastructures liées au tourisme, notamment le transport, l'hébergement et les services connexes, sont concentrées dans certaines régions, dont Antananarivo, Nosy-Be et l'île Ste Marie. Madagascar a adopté une stratégie de développement et de gestion durable du tourisme, identifié comme ayant un potentiel de développement considérable. Les autorités accordent une grande importance au développement du sous-secteur des télécommunications, conformément à leurs engagements dans le MAP de faire de Madagascar "une nation reliée". Un entretien approprié des infrastructures permettrait d'augmenter de 20% les échanges commerciaux. En résumé, l'objectif global est de mettre en place un environnement macroéconomique stable, une condition nécessaire de la croissance économique¹⁰.

¹⁰ Afin de réduire la pauvreté à Madagascar, le MAP a envisagé des constructions d'infrastructure. Le manque d'infrastructure est l'un des facteurs bloquant la circulation.

§ 2. *L'apport des grands projets miniers*

Dans le cadre du programme de développement économique de Madagascar porté par le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC) de la Banque Mondiale, l'infrastructure est considérée comme un facteur de sous-développement. Actuellement, les infrastructures dans le pays sont dans un état critique. Ainsi, sous les contrats miniers en vigueur, les projets miniers installés dans le pays sont engagés dans l'amélioration des infrastructures à Madagascar. Ceci n'étant pas dans le but de substituer le rôle de l'Etat mais restant à titre de participation. Les travaux de construction des infrastructures routières, minières et portuaires, ainsi que les opérations d'extraction des minerais, auront aussi des impacts sur les milieux naturels. Plus particulièrement, le projet QMM s'est fixé l'instauration des normes environnementales et sociales rigoureuses qui visent à minimiser tout impact défavorable éventuel de ses activités sur l'environnement et à apporter une contribution positive à la vie des communautés locales: engagement de réhabiliter tout le territoire perturbé par ses activités de construction et d'exploitation afin d'apporter une plus-value sociale, économique et environnementale à l'ensemble de la zone minière exploitée. Par exemple, avant l'exploitation, des installations ont été construites. Ces travaux concernent essentiellement :

- L'aménagement du port actuel de Fort Dauphin pour assurer la réception des premiers matériels.
- L'aménagement des routes d'accès pour acheminer ces matériels ;
- L'aménagement et l'exploitation de la carrière d'Andriambe pour la construction de l'ensemble des infrastructures et la protection pour le port ;
- L'aménagement d'une base vie pour les travailleurs venant de l'extérieur ;
- L'aménagement d'une route temporaire entre la carrière d'Andriambe et Ehoala pour transporter les blocs de rochers nécessaires à la construction du futur port en eau profonde ;
- La construction d'un port d'utilité publique en eau profonde à la péninsule d'Ehoala ;
- La mise en place des installations minières dans le secteur de Mandena
- La construction d'une nouvelle route reliant les installations minières au port d'Ehoala
- L'installation d'une centrale électrique de capacité suffisante ainsi que de dépôts de carburants pour les besoins de l'exploitation minière et du fonctionnement du port ;
- La construction d'un seuil déversoir, ouvrage permettant d'assurer l'approvisionnement en eau douce nécessaire à l'exploitation, et d'appuyer la réhabilitation végétale ;
- La construction de bâtiments servant de logements au personnel ainsi que les infrastructures connexes.

- Port minéralier (pour l'exportation des minerais)
- Route : pour l'acheminement du minerai vers le port (la réhabilitation de la RN12A et de la RN13, la construction d'une route reliant le site d'exploitation au port, et de deux bases vie de 300 personnes)
- Usine de séparation des minerais
- Un seuil de déversoir (pour assurer la disponibilité en eau douce)
- Logements pour les travailleurs
- Participation à un développement responsable de sa région d'hôte

Chapitre IV. Les conséquences négatives sur les activités multisectorielles

A part des opportunités qu'elles offrent, ces activités d'exploitation minière créent des perturbations sur le milieu social et sur la vie économique à Madagascar. Donc, elles n'offrent pas seulement des opportunités mais provoquent aussi des effets négatifs sur les divers secteurs articulant l'économie. Pour étudier ce phénomène, le présent chapitre donne de plus ample explication prise dans sa généralité sur le développement du secteur informel, les risques de dégradations environnementales ainsi que la crainte d'une croissance instable de l'économie nationale.

Section 1. Développement du secteur informel

En 1993, sur l'ensemble du territoire malgache, on comptait 678 300 unités de production informelles (UPI), employant 1 116 500 personnes dans les branches marchandes non agricoles. Ce chiffre montre l'importance économique des activités informelles pour la population malgache, puisqu'en moyenne près d'un quart des ménages tirent l'ensemble ou une partie de leurs revenus d'une unité de production informelle. Les activités informelles sont plus fréquentes en milieu urbain. L'environnement social est plus favorable à la création de ces types d'activités, notamment les activités commerciales.

Le secteur informel se caractérise par une précarité généralisée des conditions d'activité. Plus de 95% des UPI ne possèdent ni de véritable local ni de terrains aménagés pour l'exercice de leurs activités. Cette précarité touche au même degré toutes les branches d'activités aussi bien en milieu

urbain qu'en milieu rural. Méconnues des services de l'Etat, les UPI apparaissent plus comme un secteur de développement spontané des activités économiques des ménages que comme une stratégie de contournement de la législation en vigueur. Par exemple, la multiplication des créations d'UPI au cours des années 90 traduit la montée en puissance du secteur informel comme mode d'insertion privilégié de la main d'œuvre en période de crise. Mais elle s'accompagne aussi d'une orientation de plus en plus marquée vers les secteurs de circulation (notamment les commerces de détail) au détriment des secteurs de transformation. Les activités manufacturières informelles sont affectées par une certaine forme de saturation de la demande. Exclusivement tourné vers le marché intérieur, le secteur informel a pour principal débouché la satisfaction des besoins des ménages. Près de 65% de la demande qui lui est adressée provient de la consommation finale des ménages et en milieu urbain. Les réglementations gouvernementales ne constituent pas un véritable blocage des activités informelles. C'est un reflet de l'ignorance mutuelle entre l'Etat et le secteur informel. Pour la Banque Mondiale, c'est en grande partie grâce au secteur informel que l'économie malgache résiste malgré l'enlisement de la crise politique. Mais cela peut se révéler dangereux à long terme. Elle s'étonne de la résistance de l'économie malgache alors que le pays est plongé depuis plus de deux ans dans une crise politique dont on ne voit toujours pas l'issue. Certes, l'économie est touchée par ce contexte, et est très affaiblie par rapport à son niveau de 2008. Mais elle ne s'est pas effondrée, contrairement à ce que prédisaient la plupart des observateurs. L'institution internationale explique cette ténacité de l'économie malgache par la combinaison de plusieurs facteurs. Les activités informelles à Madagascar ont augmenté de 13% en 2009, compensant en partie le déclin du PIB officiel. Dans le secteur formel, on a d'abord assisté, durant les douze premiers mois de la crise politique, à une sévère baisse d'activité, qui a vu les ventes des 100 plus grandes entreprises chuter de 25%. Mais avec la quasi-absence des violences ces derniers temps, les activités industrielles et touristiques reprennent lentement, à l'exception toutefois des secteurs du textile et du bâtiment, encore en difficulté. Les exploitations minières peuvent créer plusieurs unités de production informelle.

Section 2. L'exposition de l'environnement aux risques : dégradation de l'écosystème

L'environnement fait aussi partie des valeurs prioritaires puisqu'il fait partie des enjeux importants à Madagascar, compte tenu de la richesse de sa biodiversité, de son endémisme élevé et du niveau de dégradation qu'on y observe depuis plusieurs décennies. Sans doute, les activités d'exploitations ont des conséquences graves sur l'écosystème. Il y a ainsi des conséquences possibles sur l'environnement. Comme toute production économique, elles engendrent des

perturbations dans les équilibres écologiques. Les pollutions dégagées affectent, par exemple, l'air, les rivières, ... c'est-à-dire les modes de vie. Il y a alors une perturbation de la vie de la société non seulement dans les périmètres des gisements mais s'étend dans les régions proches. D'ailleurs, le protocole de Kyoto, à propos du réchauffement climatique, amène l'ensemble des économies du monde à prendre en compte leurs émissions de gaz à effet de serre. Ainsi toute une chaîne de la flore et de la faune subit ensemble les inconvénients produits ces exploitations. La législation minière actuelle à Madagascar s'inscrit donc dans la mise en place de structures fondamentales pour le secteur, dans le but de donner un cadre juridique favorable aux grands investisseurs, tout en réduisant leur impact sur l'environnement. La considération de l'environnement dans l'investissement minier soit pour des raisons évidentes auxquelles une industrie extractive n'échappe pas, selon la Banque mondiale. Un des principaux défis du nouveau code minier, sur lequel s'appuie la Loi sur les grands investissements miniers, est justement de mettre l'accent sur la protection de l'environnement par un ensemble de décrets fixant les conditions d'application de la loi, y compris les conditions d'attribution des permis et les mesures de sanctions en cas de non-respect de ces conditions.

Cas de QMM

Puisque l'écosystème ne se constitue pas seulement du monde de la forêt, il peut classer les milieux affectés par :

⇒ Flore et faune, Forêt littorale

- Perte de couverture végétale et d'espèces fauniques, aux différents sites de construction
- Dérangement de populations animales en périphérie des chantiers de construction dû au bruit
- Perte d'individus floristiques et fauniques ; perte d'habitats fauniques ;
- déplacement d'animaux

⇒ Utilisation du territoire et exploitation des ressources agricoles et des pâturages

- Inconvénients causés aux villageois concernant l'utilisation des zones de pâturage durant la phase de construction, aux différents sites de travaux
- Dérangement des activités et du mode de vie des villageois

⇒ Utilisation du territoire et exploitation des ressources forestières

- Perturbation du mode de vie des villageois et des exploitants des ressources forestières du secteur minier de Mandena
- Dérangement du mode de vie des populations villageoises de la zone de Mandena relativement à l'exploitation de la forêt

Pour minimiser toutes les perturbations causées, le QMM a pris des mesures d'optimisation, d'atténuation ou de valorisation. Il s'agit de :

- Réhabilitation du site de mise en place de la drague
- Programme de réhabilitation des sites après le démantèlement du complexe de l'usine
- Réhabilitation des abords du seuil déversoir
- Réimplantation des espèces fauniques
- Aménagements fauniques
- Maintien d'une zone de conservation
- Réhabilitation des zones exploitées
- Régénération et propagation *in situ* des espèces floristiques vulnérables et utiles à Mandena
- Reboisement *in situ* et *ex situ* d'espèces floristiques autochtones
- Conservation de semences de certaines espèces endémiques, rares ou menacées
- Réimplantation d'individus fauniques
- Restauration des habitats fauniques caractéristiques de la forêt littorale
- Remplacement des parcelles agricoles et des pâturages par des superficies équivalentes
- QMM se conformera aux procédures prescrites par la législation malgache
- Plantation par QMM de 500 ha d'arbres
- Réhabilitation des sites après la phase d'exploitation
- Programme d'information auprès de la population concernée
- QMM se conformera aux procédures prescrites par la législation malgache
- Réhabilitation des pâturages

Section 3. La nature de la croissance à l'issu des grands investissements en vigueur

Certes, les grands projets miniers en vigueur à Madagascar apportent de croissance sur l'économie nationale. Au contraire, les théoriciens comme les néoclassiques, les néokeynésiens, ... affirment

que la croissance économique résultant de l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables en matière de croissance est de nature instable.

§ 1. Définition.

La croissance décrit une augmentation de la production sur le long terme. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de développement, pour une nation, le produit global net en terme réel. Au sens strict, la croissance décrit un processus d'accroissement de la seule production économique.

§ 2. Mesure de la croissance.

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation des indicateurs économique dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB). Il offre une certaine mesure quantitative du volume de la production. Afin d'effectuer des comparaisons entre pays, on utilise la parité du pouvoir d'achat (PPA) qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat à travers une monnaie de référence. L'indicateur PIB reste alors insuffisant comme mesure de la croissance économique : il s'avère douteux concernant les activités informelles.

§ 3. Les théories de croissance expliquant cette instabilité

On peut distinguer plusieurs types de déterminants de la croissance : richesses naturelles, environnement extérieur, population, innovation, niveau d'investissement, cohérence de développement. En fait un économiste Xavier Sala-i-Martin confirme qu'il n'y a pas qu'un seul déterminant simple de la croissance économique et que le niveau initial est le plus important. Il s'agit de la dotation en ressources naturelles. La possession d'énormes ressources naturelles dans le sous-sol peut garantir à la croissance économique d'un pays. Par ailleurs, Angus Maddison identifie trois processus interdépendants en matière de croissance économique : la colonisation d'espaces fertiles et relativement peu peuplées, le commerce international et les mouvements de capitaux, l'innovation technologique et institutionnelle. Les grands projets miniers à Madagascar répondent à l'un des ces processus. On peut considérer les investissements directs à l'étranger comme une innovation dans les pays accueillants par le transfert d'industrie. La notion d'industrie en question ici concerne le savoir faire. Elle conduit au progrès technique, qui rendra l'économie plus productive à long terme et plus compétitive.

Toutefois, la plupart des économistes néoclassiques pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable. Dans cette optique, si les grands projets miniers apportent une croissance à l'économie

malgache, elle reste éphémère. Selon les classiques, notamment Ricardo, toute production devrait converger vers un état stationnaire à cause de l'existence des rendements décroissants des terres cultivables. C'est une vérité de la palisse. Par analogie, on assimile les ressources minières à une terre fertile. Il est fort probable que ces ressources soient épuisées dans un futur lointain. C'est la caractéristique d'un don naturel physique.

Nikolaï Kondratiev démontre l'existence de cycle de vie économique de la croissance. Il y a une alternation des expansions et des marasmes économiques. Mais la période d'un cycle est typique à chaque pays. Par exemple, la transition de l'utilisation du charbon de terre à l'utilisation du pétrole entraîne une perturbation de l'économie dans les pays européens. Ainsi toute économie fluctue autour de récession et expansion.

Pour Schumpeter, les innovations apparaissent par grappes. Ce qui explique la cyclicité de la croissance économique. L'innovation de nouvelles technologies fait augmenter la productivité c'est-à-dire le remplacement des vieilles machines. Cette théorie est vérifiée dans le cas des pays riches.

Robert Solow explique la croissance par une fonction de production (travail et capital). Il affirme que les pays pauvres ont un taux de croissance économique plus élevée par rapport aux pays riches. Parfois, les pays du tiers monde font l'objet des investissements étrangers vu l'existence des inégalités remarquables entre pauvres et riches. Une augmentation en volume du capital engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches. Une partie de la croissance est permise par l'exploitation des ressources naturelles. Il convient de les gérer à l'optimal afin de les traduire en un avantage pour toute la nation. Certes, l'impact des devises obtenues par Madagascar dues aux investissements miniers n'est pas à négliger dans le domaine de la croissance économique. Mais à long terme, cela finira par une récession car les contrats peuvent arriver à ses termes. La croissance est de nature instable. C'est l'œuvre des classiques, des néoclassiques, ... Toute croissance tend à détruire le stock de ressources naturelles. C'est ainsi que Paul Romer, un économiste contemporain, intègre dans sa réflexion la limitation des ressources naturelles, et le fait que le progrès technologique et la connaissance peuvent générer une nouvelle croissance. Donc, tenir un taux de croissance à un niveau fixé est absurde vu les théories économiques évoquées ultérieurement, et rien ne garantit que la croissance économique soit équilibrée.

Troisième partie : Les impacts des ces IDE sur l'économie nationale

Les investissements miniers sont considérés, par leurs caractéristiques, comme des IDE. Ils sont en totalité des filiales. Leurs impacts sur l'économie nationale touchent plusieurs domaines, notamment les secteurs porteurs de croissance. Cette dernière partie est consacrée aux études des impacts économiques de ces IDE. De ce fait, il est nécessaire de faire une analyse sur le plan national. Néanmoins, l'étude ne se limite pas sur ce champ de vision mais s'étend surtout sur les éventuelles relations de Madagascar avec le secteur extérieur en matière d'IDE.

Chapitre V. Les impacts des ces IDE sur le plan national

Il ressort en tout cas des discussions, que le secteur minier est appelé à jouer un rôle éminemment important dans le développement économique de Madagascar. Ce facteur de développement concerne les piliers de la croissance. Le présent chapitre traite la nature de ces investissements miniers, leurs impacts sur la vie sociale, et ses effets sur la balance commerciale.

Section 1. La nature des investissements miniers

Dans les séries de définition données par le FMI, 2 concepts sont à considérer pour définir les IDE : les capitaux d'investissement direct et les agents économiques concernés qui sont essentiellement les firmes multinationales. Pour le premier, on entend par IDE les investissements réalisés par une entité résidente d'une économie (investisseurs directs) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. Par ailleurs, sont considérées comme IDE les transactions initiales (participation au capital social de l'entreprise) et aussi toutes les transactions ultérieures entre les deux parties. Une entreprise d'investisseur direct quant à elle est une entreprise dotée ou non d'une personnalité morale, dans laquelle une entité résidente détient au moins 10% des actions ordinaires. Ce sont les filiales, les entreprises affiliées et les succursales. Les facteurs attirants les IDE sont¹¹ :

- Le taux de croissance du produit intérieur brut qui assure l'assurance quant à la rémunération et la rentabilité des investissements

¹¹ Une citation selon le cours d'économie industrielle 4^{ème} année

- Le taux de couverture de l'économie c'est-à-dire le degré d'ouverture de l'économie vers l'extérieure qui garanti l'écoulement d la production des firmes multinationales.

Par ailleurs les facteurs négatifs aux attractions des IDE proviennent de l'aversion aux risques. Ils sont constitués principalement par :

- Le taux d'inflation
- La disponibilité de crédit au secteur privé
- Le niveau de l'endettement extérieur

Par ailleurs, Madagascar se doit d'attirer plus de grands investissements directs étrangers (IDE) pour atteindre l'objectif de développement durable. En termes de volume, on pouvait déjà constater une reprise de l'IDE avec 47,22 millions USD en 2004, comparativement aux 14,22 millions USD en 2003 dont la baisse est surtout attribuable à la crise politique et sociale que nous avons déjà évoquée. Madagascar est cependant encore loin de la performance de 2001, où le montant global des IDE s'est élevé à près de 115 millions USD . Cette évolution montre que le pays commence à regagner la confiance des investisseurs au prix d'une libéralisation accélérée de l'économie dans le but d'atteindre les objectifs de croissance ambitieux. Compte tenu du potentiel minéral peu exploité et du rôle de levier majeur que le secteur minier peut constituer pour la croissance du pays, le gouvernement malgache s'est donné comme objectif prioritaire de se doter – grâce à un financement multilatéral et bilatéral – d'un cadre légal attrayant pour les investisseurs.

Section 2. Leurs effets dans le cadre social

Les projets miniers ne sont pas envisagés de remplacer le rôle de l'Etat en matière de création d'emploi mais pouvant apporter des contributions à la réduction du taux chômage dans le pays.

§ 1.) Création d'emploi

Malgré le taux de chômage élevé à Madagascar, la création d'emploi est le centre de tout un débat. Par rapport aux demandes de travail, les offres de travail restent insuffisantes. La vague de nouveaux diplômés s'accumulent, les départs en retraite moindre, les critères d'embauche deviennent de plus en plus complexes... Tous ces facteurs déséquilibrent le marché de travail à Madagascar. Elle fait l'objet de plusieurs théories. Il est difficile de créer de l'emploi dans une

économie sans une contrepartie telle que l'investissement. Conçu comme un IDE, les grands projets miniers en vigueur créent des emplois : emplois directs et emplois indirects.

- Emplois directs

A titre d'exemple, le QMM a adopté une politique de recrutement. Cette stratégie va avec des appuis pour la mise en place d'un centre de formation professionnelle ainsi qu'une politique de formation des employés de l'entreprise. Dans le programme de gestion environnementale sectoriel, QMM s'est engagé à recruter 35% de ses employés parmi la population locale. Le recrutement est composé de 60% d'employés locaux sur un total de 3217 employés malgaches. A Madagascar, seuls les premiers traitements seront effectués : séparation de la silice (95 %) et du minerai (5 %) qui sera expédié par minéraliers pour être traité au Canada. La création indispensable d'un port profond de 13 mètres mobilise déjà 140 millions de dollars. Pour la région et pour le pays : 600 créations d'emplois directs et 1 600 indirects sont prévues. Ainsi, le projet crée plus de 2000 emplois au cours des trois années de construction et environ 600 emplois directs ainsi qu'entre 1000 et 2 000 emplois indirects permanents durant la phase de production. L'objectif de Rio Tinto QMM est de maximiser les emplois Malagasy¹².

- Emplois induits¹³

Il s'agit des emplois créés indirectement à partir des activités de l'entreprise. Quelques 1500 employés supplémentaires ont été créés dans d'autres secteurs à Fort Dauphin suite à l'augmentation des besoins en bien et service. Divers domaines du cadre des exploitations en question nécessitent des employés qualifiés ou non qualifiés.

- Embauche de 500 à 1000 travailleurs pour la construction des différents ouvrages
- Objectif d'embauche d'au moins 35 % de la main-d'œuvre de construction à Madagascar ; création de 500 à 600 emplois permanents et de quelque 1100 emplois indirects en phase d'exploitation
- Objectif d'embauche d'environ 80 % de main-d'œuvre malgache pendant l'exploitation
- Programmes de formation de la main-d'œuvre locale de type « chantier école »
- Recours à des fournisseurs locaux Programme d'information auprès des intervenants concernés construction de terrains de fort

¹² Une des objectifs de QMM (manuel de QMM)

¹³ Il s'agit d'une conclusion plus synthétique des créations d'emploi par les grands investissements miniers

- Ententes avec des promoteurs locaux pour assurer la construction de logements et des services connexes (eau, électricité, etc.) pour les employés de QMM, en respectant les orientations de développement de la ville de Fort Dauphin
- Programme de communication régionale et nationale pour éviter un surplus de migrants de l'extérieur de la région en quête de travail

Les secteurs concernés sont :

- Restauration
- Location de véhicule
- Banques
- Fournitures d'équipement et de matériels
- Services de construction
- Location de terrain et logement
- Création d'organisation non gouvernementale
- Fourniture de services
- Agriculture (Production de légumes et de plants)

- *Travaux HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre)*

- Pour les villageois difficilement accès à des emplois requérant des qualifications précises
- Réhabilitation des pistes
- Nettoyage des villes

Quant au projet DYNATEC, la mise en exploitation est donc prévue pour le début de 2008, avec une production annuelle potentielle pendant trente ans de 60 000 tonnes de nickel et de 5 600 tonnes de cobalt. La mine à ciel ouvert d'Ambatovy sera la plus grosse mine africaine et l'une des cinq plus grosses mondiales. Elle sera reliée à l'usine de traitement de Toamasina, le grand port de l'est du pays, par un pipeline de 219 km charriant les boues latéritiques. Elle devrait contribuer au produit intérieur brut de Madagascar à hauteur de 85 millions de dollars et créer près de 9 000 emplois, dont 1 500 directs.

§ 2. Recettes fiscales

Les régimes fiscaux et douaniers appliqués à Madagascar sont de deux sortes :

- le régime de droit commun;
- les régimes d'exception des Grands Investissements Miniers et des Zones et Entreprises Franches, réservés exclusivement aux activités orientées vers l'exportation.

Dans le cadre de son programme de développement, Madagascar a appliqué une politique budgétaire saine (réduction du déficit budgétaire) à travers des réformes du système fiscal et douanier et l'amélioration de la gestion des dépenses, qui ont conduit à une baisse des crédits à l'État, à l'augmentation de l'épargne privée et des crédits à l'économie et, par voie de conséquence à l'accroissement de l'investissement privé. Pour améliorer les recettes fiscales et diminuer progressivement la dépendance vis-à-vis des recettes de portes, l'administration a pris un certain nombre de mesures telles que l'élargissement de l'assiette de la TVA, tout en maîtrisant l'inflation, la sécurisation des recettes douanières, la restriction des exonérations, et la réorganisation de l'administration fiscale et douanière pour pouvoir atteindre un taux de pression fiscale de 15% en 2012.

Bien que les produits de l'exploitation minière continuent de n'enrichir essentiellement que quelques courtiers et trafiquants, les réformes du secteur commencent à porter leurs fruits en termes de recettes fiscales. Même si l'exploitation des ressources minérales ne représente officiellement que 3% du PIB et seulement plus de 1% des exportations, on peut s'attendre, notamment avec le début d'exploitation de quelques grandes mines, à une hausse très conséquente de ces chiffres. Il conviendra alors d'élargir l'assiette des impôts et taxes que d'augmenter les redevances minières qui apparaît comme excessivement lourds. La redevance constitue un instrument emblématique de la fiscalité minière. Elle constitue le mode de taxation le plus visible et le plus populaire de l'opinion publique. A Madagascar, la redevance n'est pas la première source de recette fiscale¹⁴ pour l'Etat.

Les statistiques de la Banque Mondiale font ressortir des chiffres importants : en 2007 – 2009, les estimations font état de 70 millions USD versés. En phase d'exploitation, le secteur pourrait générer au moins 150 millions USD par an. Et dans un moyen terme, c'est-à-dire vers 2018, la contribution du secteur minier pourrait atteindre jusqu'à 18% des recettes fiscales. Et quand on sait que les retombées socio-économiques ne se limitent pas aux recettes fiscales, mais concernent également d'autres facteurs comme la création d'emplois, ou encore la mise en place d'infrastructures sociales, l'on en déduit que le rôle du secteur minier et de la Grande Ile.

¹⁴ D'après Code Minier, la redevance se compose en redevance « au sens strict », destinée à l'Etat, et ristourne minière, destiné aux collectivités décentralisées

Section 3. Balance des paiements en jeu

La Banque Mondiale précise qu'il faut rester vigilant, car un pays dans lequel la grande majorité des ménages vit sous le seuil de pauvreté reste vulnérable. L'économie malgache reste confrontée à trois principales menaces. La fragilité de la situation fiscale, d'abord, due à la faiblesse des taxes (payées seulement par le secteur formel), le commerce illégal des ressources naturelles, ensuite, qui, en faussant les règles du jeu, pourrait à terme ternir la réputation de Madagascar ; ce qui découragerait les investisseurs sérieux, et entraînerait l'accroissement des inégalités et des tensions politiques et sociales. Le document de la Banque Mondiale précise qu'il y a beaucoup d'éléments susceptibles d'affecter l'économie : un regain de la violence, une insurrection militaire, des variations climatiques, une évolution du prix des denrées sur le marché international...

Comme plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, Madagascar a traversé de multiples crises économiques et politiques au cours des deux dernières décennies. La structure de son économie présente une forte dépendance des secteurs exportateurs primaire comme la vanille, le café et la crevette avec plus récemment une contribution du tourisme, dont l'évolution inégale durant les dernières années a favorisé l'instabilité des recettes d'exportation et au déficit de la balance commerciale. Malgré l'intérêt croissant des investisseurs étrangers pour le secteur minier malgache, la contribution de ce dernier à la production nationale reste marginale. Selon le Fonds d'appui du secteur privé à Madagascar, elle est seulement à l'ordre de 3% du PIB et 1% des exportations. Cependant, les exploitations minières commencent à se multiplier au cours de ces dernières années. D'ailleurs, les exportations illégales faussent toutes données disponibles. Elles n'apportent qu'un moindre revenu fiscal. Selon la Banque mondiale, un des principaux obstacles qui empêchent le secteur minier d'atteindre une part plus importante de la production reste la méconnaissance du potentiel réel du sous-sol malgache. Selon le BCMM, les exportations des produits miniers, tous confondus, allant des pierres précieuses brutes et taillées, en passant par les pierres industrielles travaillées ou non jusqu'aux métaux précieux, ont connu une baisse à l'ordre de 9,4% en 2007. En effet, une valeur de plus de 77 milliards d'ariary d'exportation a été enregistrée dans la même année. La chute des exportations fait déprécier la monnaie locale et conduit le solde commercial initial à un déficit commercial.

Tableau2 : Production minière en 2007

Pierres exportées	Quantité
CHROMITE	136273,01 tonnes
GRAPHITE	5241,28 tonnes
RUBIS	78065,54 grammes
SAPHIR	5124416,39 grammes
EMERAUDE	137065,86 grammes
PIERRES INDUSTRIELLES	8494698,77 kilogrammes

Source : Ministère du Commerce

La balance commerciale permet d'évaluer le solde des opérations courantes. Il s'agit de la découverte d'un excédent ou d'un déficit. Une économie saine présente un équilibre des importations et des exportations. Assimilée à une grande entreprise, qui a pour but de dégager de profit au cours de son activité de production, une économie a intérêt à avoir une solde commerciale excédentaire. Pour assurer l'équilibre macroéconomique, l'Etat doit assurer le dynamisme de l'économie par la diversification des produits à exporter ainsi que la possibilité de faire une substitution à l'importation. Ainsi l'Etat malagasy espère arriver à cette fin par l'essor du tourisme, du secteur minier et du biocarburant. Concernant le secteur minier, l'Inde est prête à investir dans le domaine, surtout au niveau de la transformation.

La balance de paiement quant à lui dépend des flux de capitaux résultant des entrées et sorties des actifs financiers dans le territoire national. Il s'agit des divers types d'investissement étrangers et nationaux. Pour attirer plus d'investisseurs, des mesures incitatives ont été appliquées essentiellement :

- Réduction des droits d'accise
- Promotion des réserves minières
- Mise ne œuvre de la procédure d'octroi de permis par appel d'offre
- Allègement des procédures administratives pour les investissements
- Lutte contre la corruption
- Application des lois et règlements sur le secteur minier
- Les exportations de Madagascar tendent vers un déséquilibre de la balance commerciale.

Encore une économie très vulnérable aux secteurs extérieurs, l'économie malgache présente une variation suivant les prix des produits exportés et les prix de l'exportation.

Il s'agit donc de la diversification des produits miniers destinés à l'exportation autre que l'or. C'est une opportunité offerte à l'économie malgache. Les pays importateurs de ces produits miniers sont

nombreux, entre autres l'Allemagne, les USA, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et l'Israël. Ce sont donc des pays très industrialisés. Par ailleurs, la Thaïlande, la Corée du Sud, l'Inde et la Chine sont des destinations des pierres précieuses car ces pays possèdent des industries de transformation de norme internationale.

En résumé, le gouvernement facilite les aspects procéduraux dans le but d'attirer les investisseurs étrangers à investir dans le secteur minier. En conséquence, selon la Banque Mondiale, les exportations des grands projets miniers devraient apporter entre 700 millions et 1,8 milliards de dollars en 2013. Ces chiffres sont calculés sur la base de 10000 dollars la tonne (moyenne de 2008) et sur la base de 28000 dollars la tonne. Les exportations du nickel, de cobalt et d'ilménite devraient aussi se traduire par un apport en devise. Elles améliorent la balance commerciale. Ces effets ne rapportent au pays que des équilibres à court terme. Le Fonds Monétaire International (FMI) estime déjà une hausse de +2,3% du PIB dès 2011. Mais en 2008, le pays était en pleine croissance économique avec un déficit de -20% du PIB. Cette constatation du FMI conduit à une conclusion : même si le pays engage beaucoup de ses potentielles dans le développement, il n'arrive pas encore à dépasser le seuil d'équilibre macroéconomique. Certes, les exportations générées par les grands projets miniers vont totaliser 30 à 60% des exportations de Madagascar. Ceci ne traduit pas un recul de la pauvreté même si les grands projets miniers en question créent des emplois et de valeur ajoutée. L'exportation des minerais commence à avoir sa place dans l'économie malgache et son impact socio-économique aura d'incidence sur le développement notamment en matière de l'amélioration de la balance de paiement. L'exportation de Madagascar tend alors vers un déséquilibre aggravé de la balance commerciale. A rappeler qu'en 2007, l'exportation a connu une hausse de 8%, alors que la prévision pour 2008 est de 3,2%. Cette baisse significative s'explique par l'appréciation de l'Ariary. Celle-ci est le résultat d'une importante injection de devises dans l'économie malgache effectuée par les grands projets miniers. Les importations connaissent toutefois une hausse vertigineuse. En 2008, le gouvernement compte sur une hausse plus mesurée des importations avec un taux de croissance de 16,4%. Pour maintenir le cap dans le secteur de l'exportation, le gouvernement mise sur la diversification des produits.

Chapitre VI. Les IDE et les relations de Madagascar avec le secteur extérieur

La crise politique survenue dès 2009 fait de Madagascar une mauvaise image vis-à-vis des investisseurs étrangers. Les relations diplomatiques avec les extérieurs deviennent froides,

s'atténuent. Or celles-ci déterminent les accords bilatéraux et multilatéraux en matière de financement. Les grands projets miniers à Madagascar sont alors en quelque sorte une preuve de diplomatie, conduisant à une ouverture aux marchés mondiaux. Les recettes fiscales obtenues allègent la dépendance financière vis-à-vis des institutions financières mondiales. Pourtant, l'économie malgache devient facilement exposée aux conjonctures mondiales.

Section 1. Une image, une preuve de diplomatie, confiance des investisseurs

Depuis les deux dernières années, Madagascar est avide de reconnaissance internationale. Toute une administration est bouleversée à cause du manque de moyen de financement pour les diverses actions publiques. Ceci est déterminé en grande partie les relations de la grande île avec les divers partenaires économiques. Ces derniers ont rangés leurs affaires, devenus soucieux de l'évolution sur la crainte de la rentabilité de leurs investissements. En considérant la filière textile s'agissant des entreprises de la zone franche le développement de ce secteur a pris son ampleur avant ladite crise. La filière textile adossée à l'AGOA totalise 121500 emplois directs et induits étant donné qu'un emploi dans des secteurs comme la restauration et le transport. Transposés dans le monde économique malgache, ces impacts sociaux et les retombées économiques du secteur créent des controverses, notamment sur les apports plutôt modestes de la zone franche dans l'économie nationale. La privation des aides conduit alors le pays dans une situation très défavorable pour la vie sociale des malgaches. En plus, sous le contexte de la mondialisation, les échanges doivent être une nécessité pour articuler l'économie.

Le taux de chômage et le taux d'inflation ainsi que le niveau de chômage deviennent insupportables pour le pays. Pourtant, les contrats sur les projets miniers dynamisent, même en partie, l'économie de Madagascar. Si la plupart des investisseurs sont devenus réticents sur l'utilisation de leurs argents à Madagascar, il y a d'autres qui n'hésitent pas à faire le contraire. Les investisseurs miniers sous contrat avant la crise politique restent en activité, d'autres profitent de la situation pour investir dans le pays. Par exemple, en pleine crise politique, une délégation d'investisseurs chinois issus du groupe INTERDES et de CMEC (Compagnie de machinerie et équipement de la Chine) était entrain de déposer leur demande d'investissement pour exploiter le fer de Soalala. La délégation chinoise était conduite par le directeur général de la compagnie INTERDES, Yu Zuxiong. La CMEC est l'un des plus grands fournisseurs dominant les exploitations et les importations des équipements complets de Chine et elle est aussi l'un des plus grands entrepreneurs pour les projets internationaux.

Quant à INTERDES, il est le plus grand collaborateur de la CMEC en matière d'exécution de projets, notamment internationaux et a des capacités mondiales sur la gestion de la qualité et de la progression des projets.

Section 2. Ouverture des marchés

La réduction de la dépendance extérieure réfute les craintes d'une concurrence extérieure néfaste à l'industrie locale. La part des intrants importés connaît une baisse sans commune mesure avec celle résultant de la stratégie de fermeture de l'économie. Avec la croissance des exportations manufacturières, le solde industriel devient excédentaire. Non seulement la part des exportations manufacturières augmente dans les échanges commerciaux, mais leur rôle dans la dynamisation de l'industrie locale est de plus en plus marqué. Les véritables acquis restent cependant limités.

Ainsi, la libéralisation et l'ouverture économique ont favorisé l'expansion du secteur industriel. Par la mondialisation, les flux de capital vont dans tous les sens. Grâce à l'existence de ces projets miniers, Madagascar s'ouvre l'économie le secteur extérieur. Les produits échangés sont devenus diversifiés malgré le déficit de la balance commerciale de Madagascar. Ainsi l'ouverture aux marchés mondiaux aura sans doute des impacts sur la croissance économique. Cette ouverture permet à Madagascar de procurer plusieurs avantages.

Le rôle positif des échanges sur la croissance économique est souligné en invoquant une réallocation plus efficace des facteurs, une meilleure productivité, grâce à l'accès à de nouvelles technologies et à la concurrence. Les économies d'échelle dues à la possibilité d'extension des débouchés sont également mises en avant. Les analyses de cas concrets ont par ailleurs mis en évidence les difficultés de l'Etat à gérer les restrictions et la politique de taxation du commerce extérieur. Mais si un consensus s'est établi sur le coût des protections, les incertitudes sur le caractère effectif et l'ampleur des gains à l'échange selon les pays existent.

L'analyse sur longue période de l'évolution des caractéristiques des échanges extérieurs montre des signes prometteurs depuis l'ouverture économique. La libéralisation des importations se traduit par une croissance de leur volume, et par la possibilité d'accéder à des biens moins chers, grâce à une plus grande concurrence entre les importateurs. On constate une diversification des partenaires aux échanges témoignant des possibilités d'extension des débouchés et de choix entre différents fournisseurs. Mais ces dynamiques en cours sont encore limitées. Pourtant, la dépendance vis-à-vis des importations limite également les possibilités de substitution.

Section 3. Réduction des dépendances financières vis à vis des institutions financières mondiales

Depuis 1996, Madagascar est un pays très pauvre et très endetté qui suit une politique modèle, au sens des Institutions Financières Internationales. Elle passe avec succès les différentes étapes qu'elles lui imposent, mais les problèmes de dette et de pauvreté ne se résolvent pas le moins du monde...L'économie malgache est en stagnation depuis trois décennies. Le poids des contraintes extérieures s'est progressivement accru. Les limites d'une politique de stabilisation financière, ayant pour principal objectif l'ajustement de la balance des paiements, et laissant de côté les véritables potentiels de croissance sont apparus. Un tournant a été pris dans la stratégie économique de l'Ile depuis le milieu des années 80. L'accent est dorénavant mis sur la libéralisation ainsi que sur l'ouverture extérieure. L'idée sous-jacente est que l'élimination des distorsions passées et les opportunités qu'offre le commerce international suffiraient à surmonter toutes les contraintes et à faire décoller l'économie, avec un minimum d'intervention de l'Etat. Les résultats montrent cependant que ce pari de renouer avec la croissance en misant tout de suite sur les seules forces du marché, laissant à la marge le rôle de l'Etat dans le processus de transition vers une économie plus ouverte, n'est pas soutenable. La part des crédits des institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI) sur l'économie malgache a pris de l'ampleur. Les fonctionnements de l'Etat dépendent en partie de ces aides. C'est ainsi que la suspension de ces aides financières répercute la vie sociale à Madagascar. Le problème réside sur les conditionnalités mais nullement sur l'accès aux crédits. Pour son rapport « Les conditionnalités de la Banque mondiale et du FMI : les injustices du développement », Eurodad a passé au crible les programmes des institutions de Bretton Woods dans 20 pays du Sud. Le réseau européen d'ONG sur la dette et le développement, affirme que le nombre de conditionnalités exigées en contrepartie des financements de ces institutions est excessivement élevé et en constante augmentation. En moyenne, pour un programme de la Banque mondiale, ces pays doivent satisfaire à 67 conditions. Le rapport montre que la volonté affichée de la Banque mondiale et du FMI de réduire le nombre de conditionnalités attachées à leurs programmes n'est pour le moment qu'un mirage. Cette constatation d'Eurodad montre que plus le pays soit dans un état critique de pauvreté, plus les conditionnalités ne sont nombreuses. Pourtant, le volume de devise injectée dans l'économie malgache grâce aux projets miniers allège la dépendance de la grande île vis-à-vis de ces institutions financières mondiales. Depuis ces deux dernières années, le problème de reconnaissance internationale a failli descendre le niveau de crédits destinés aux aides vers le chaos. Seules les aides humanitaires se sont tenues. La croissance économique de Madagascar

dépend alors de la performance du secteur extérieur, de sa capacité à attirer des investissements directs étrangers et de sa possibilité à exploiter ses ressources minières et pétrolifères. Dans ce contexte, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a été institué, dont la principale mission est de mettre en place un environnement favorable au développement des investissements. Par exemple, le Projet Ambatovy, avec 4,5 milliards de dollars d'investissement, est capable de procéder à l'extraction, au traitement et au raffinage de 60000 tonnes de nickel, 5600 tonnes de cobalt et de 190000 tonnes d'engrais de sulfate d'ammonium sur la base annuelle à Madagascar pour une durée d'au moins 27 ans. Il s'agit du plus grand investissement étranger jamais réalisé dans l'histoire de Madagascar.

Section 4. Risques encourus : économie facilement exposée aux conjonctures mondiales

Malgré les efforts du gouvernement en matière de croissance économique de Madagascar la grande île possède encore une économie très vulnérable aux chocs économique mondiale. Les importations se basent sur des produits de première nécessité et les matériels d'équipements utiles puisque le pays n'est pas doté d'industries satisfaisant les demandes locales. C'est ainsi qu'à Madagascar il y a toujours une balance commerciale déficitaire car les produits locaux ne sont pas compétitifs sur la scène internationale. Plus étonnant encore, même la production du riz reste insuffisante. La crise financière mondiale est le principal facteur pouvant déstabiliser l'équilibre macroéconomique par l'intermédiaire des IDE. Le taux d'intérêt domestique est alors déterminé par le taux d'intérêt étranger. L'impact d'une augmentation du taux d'intérêt extérieur peut être néfaste à l'économie. Le déséquilibre est caractérisé par une sortie massive des capitaux. Cette sortie de capitaux est la conséquence de l'augmentation du taux d'intérêt étranger. En effet, les investisseurs vont préférer le taux d'intérêt à l'extérieur qui offre le rendement le plus important. Cette situation est caractérisée par une baisse de taux de change qui nécessite l'intervention de l'autorité monétaire. Dans le cas d'un régime de change fixe, la défense de la parité de change, en augmentant le taux d'intérêt national par rapport au taux extérieur, conduit à une réduction des réserves officielles et une contraction monétaire.

CONCLUSION

Madagascar est une île ayant de fortes potentialités terrestres et maritimes. Il y a une grande faculté de surmonter l'actuelle pauvreté. Les richesses du sous sol constituent de surcroît de véritables dons de la nature, dont les localisations sont plus ou moins connues et confirmées au fil des années. Dans chaque Région de l'île, l'on découvre incessamment des minerais les uns différents des autres. D'autant plus que Madagascar est historiquement réputé être un pays riche en la matière. En effet, par le passé, il était essentiellement un pays producteur artisanal minier qui reste un secteur presque entièrement informel, mais loin d'être marginal dans l'économie du pays. Le secteur public était un secteur méconnu, et n'était pas fait partie d'une activité formelle. Le secteur couvre des petits exploitants miniers non recensés. Les exploitations concernaient seulement les métaux précieux comme l'or, l'argent, le cuivre, ... Leurs utilisations se limitaient aux parures, au commerce, plutôt à des fins artisanales. Pourtant, un grand tournant marque l'évolution du secteur minier à Madagascar. La production industrielle est en train de s'améliorer et de se développer parallèlement aux classiques productions artisanales existantes. Citons le Fer de Soalala que le gouvernement malagasy exploite en partenariat avec les étrangers (principalement la Chine). Il y a également le charbon de la Sakoa qui après plusieurs années est redéployé pour pallier aux crises d'insuffisance de l'énergie suite aux fluctuations du prix du pétrole mondial, l'or de Betsiaka et de Maevatanàna, la bauxite de Manantenina et le pétrole de Bemolanga. La collaboration des ministères concernés tels que le ministère des mines, le bureau des cadastres miniers de Madagascar, les experts français en géologie a permis l'élaboration d'une nouvelle carte minière. La carte indique des nouvelles localisations des minerais. Afin de réduire le manque à gagner de l'Etat, une révision du Code des mines était récemment faite. Elle consiste en une optimisation des intérêts à l'Etat qu'aux exploitants. Cette grande modification incite les investisseurs nationaux et étrangers à s'opérer dans le domaine. La Loi en vigueur garantit leurs engagements financiers, tout en favorisant le développement du secteur. Les grands travaux réalisés sont conçus comme des mobilisateurs de l'économie nationale. Les activités d'extraction des mines bouleversent le mode de vie des gens locaux, perturbent l'harmonie de la communauté animale. Ces exploitations peuvent engendrer de très graves conséquences néfastes sur la vie sociale de la communauté de base, sur l'environnement ou sur l'économie même si des mesures de protection sociale et environnementale adéquates ne sont pas prises pour les prévenir avant la réalisation des travaux. Néanmoins, sur le plan national, les investissements miniers contribuent de façon non

négligeable à la caisse de l'Etat par l'intermédiaire des redevances minières versées. En plus, ils influencent la croissance économique par le biais de la création d'emploi, la production des externalités, l'augmentation des crédits à l'économie, la mobilisation des autres secteurs porteurs de croissance. Sur le plan international, la présence de ces filiales dans le pays fait revenir la confiance des investisseurs. Cela étant un facteur incitateur faisant augmenter le flux monétaires et financiers du côté de Madagascar. Par conséquent, il y a une amélioration de l'image de la diplomatie. Néanmoins, par la mondialisation, l'économie nationale devient davantage sensible à la moindre évolution de la conjoncture mondiale. En fait, la vulnérabilité de l'économie malgache semble incompatible à une telle croissance, de nature instable. Cette croissance économique générée par l'injection de devise, la mobilisation du travail, l'amélioration de la coopération avec l'extérieur, la production des effets externes est téméraire. Certes, les enjeux des exploitations minières sur l'économie malgache sont effectifs et influencent la vie socio économique de la Grande Île.

ANNEXE

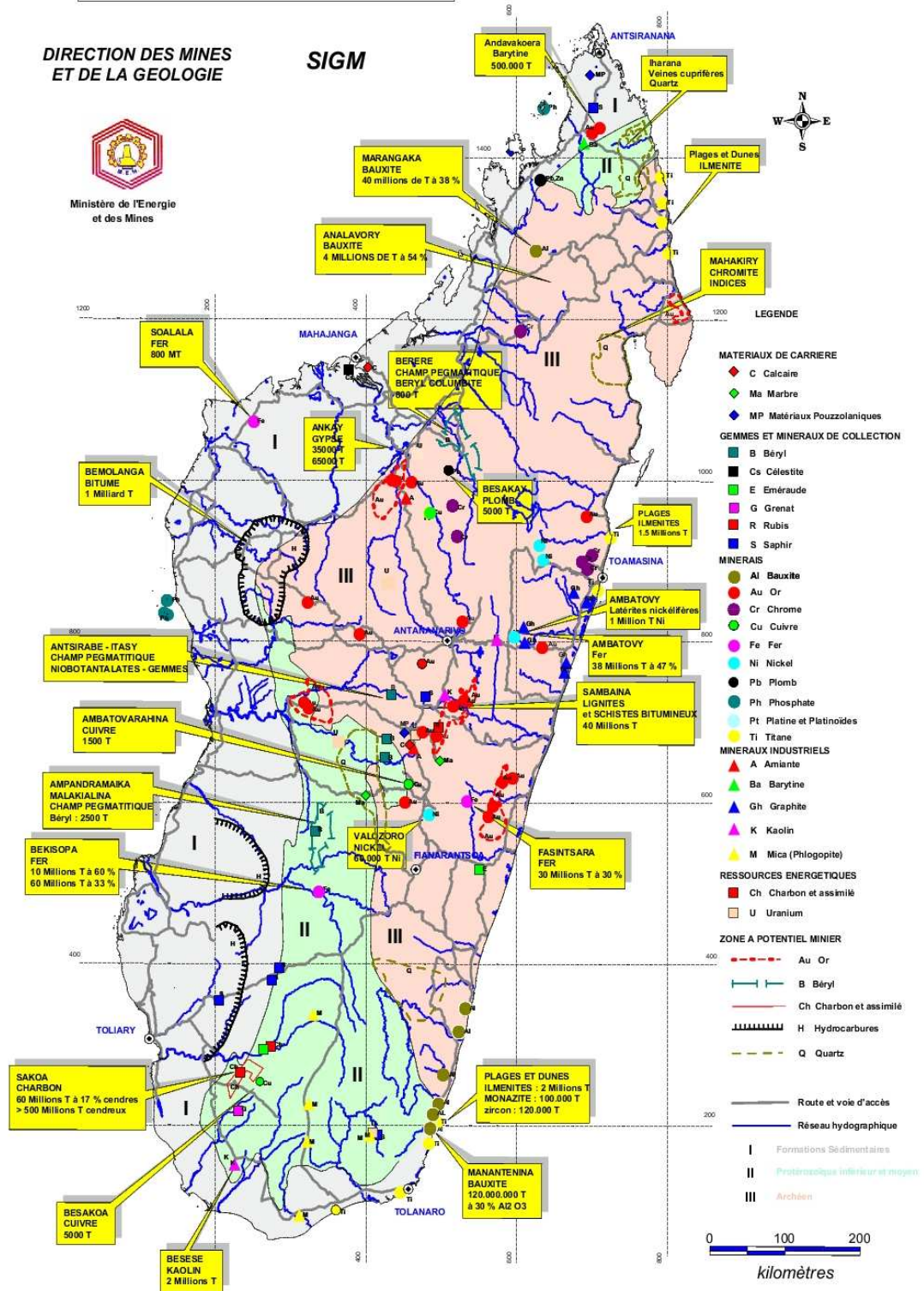
CARTE DES PRINCIPAUX INDICES ET DES POTENTIELS MINIERS

DIRECTION DES MINES
ET DE LA GEOLOGIE

SIGM



Ministère de l'Energie
et des Mines



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les potentialités de Madagascar

Tableau 2 : Production minière en 2007

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	i
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
WEBIOGRAPHIE	iv
LISTE DES ABREVIATIONS	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRAGE DE L'ETUDE	
CHAPITRE PREMIER. - Aperçu général du cadre minier à Madagascar.....	4
Section 1. Historique	4
Section 2. Localisation géographique des richesses sous-sol	7
Section 3. Nécessités et utilités mondiales des minerais exploités	9
CHAPITRE II. - L'environnement minier à Madagascar	12
Section 1. La filière mine ainsi que les embranchements y afférents	12
§ 1. <i>Le Secteur Public</i>	12
§ 2. <i>Le Secteur Privé</i>	16
Section 2. La gestion des affaires publiques remise en question.	19
§ 1. <i>Informatisation du cadastre minier</i>	19
§ 2. <i>Intensification de la lutte contre la corruption</i>	19
Section 3. Quelques dispositions du nouveau code minier	20
DEUXIEME PARTIE : CARACTERISTIQUES ET ASPECTS GENERAUX	
CHAPITRE III. Les effets indirectement produits par les exploitations minières	22
Section 1. Du point de vue environnemental	22
§ 1. <i>Extension des aires protégées</i>	23
§ 2. <i>Développement du secteur tourisme</i>	23
Section 2. Les apports sur la formalisation des petites mines	25
Section 3. Les apports en matière d'infrastructures	27
§ 1. <i>Réalités infrastructurelles à Madagascar</i>	27
§ 2. <i>L'apport des grands projets miniers</i>	28

CHAPITRE IV. Les conséquences négatives sur les activités multisectorielles	29
Section 1. Développement du secteur informel.....	29
Section 2. L'exposition de l'environnement aux risques : dégradation de l'écosystème.....	30
Section 3. La nature de la croissance à l'issu des investissements en vigueur	32
§ 1. Définition.....	33
§ 2. Mesure de la croissance.....	33
§ 3. Les théories de croissance expliquant cette instabilité.....	33
TROISIEME PARTIE : LES IMPACTS DES IDE SUR L'ECONOMIE NATIONALE	
CHAPITRE V. Les impacts de ces IDE sur le plan national	35
Section 1. La nature de ces investissements miniers.....	35
Section 2. Leurs effets dans le cadre social.....	36
§ 1. Création d'emploi	36
- Emplois directs.....	37
- Emplois induits.....	37
§ 2. Recettes fiscales.....	40
Section 3. Balance des paiements en jeu	40
CHAPITRE VI. Les IDE et les relations de Madagascar avec le secteur extérieur	42
Section 1. Une image, une preuve de diplomatie, confiance des investisseurs.....	43
Section 2. Ouverture des marchés.	44
Section 3. Réduction des dépendances financières vis-à-vis des institutions financières mondiales	45
Section 4. Risques encourus : économie exposée aux conjonctures mondiales.....	46
CONCLUSION	48

Nom : MIRADO

Prénom : Lazamanana

Thème : Les enjeux des exploitations minières sur l'économie malgache

Nombre de pages : 48

Tableau : 2

Graphique : 1

RESUME ANALYTIQUE

Madagascar apparaît comme l'un des pays les plus pauvres de la planète. Son revenu par habitant se situe juste au dessus de 400 \$, près de 2/3 de ses ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (Banque Mondiale, INSTAT), et le niveau de développement humain place celui-ci au 143^{ième} rang mondial (UNDP). Des marasmes économiques règnent dans le pays, sans laisser au pays le moindre souffle : inflation exorbitante, diminution de la production, tension politique due aux conflits d'intérêts, etc. ... Pour un ajustement macroéconomique plus efficace, les ressources minières sont appelées à jouer le grand jeu. En effet, les enjeux des exploitations minières sur l'économie malgache pourraient déterminer en partie l'avenir du pays. Certes, les activités d'extraction accélèrent la destruction de l'écosystème, des perturbations des modes de vie des gens locaux ... Néanmoins, leurs effets sur les secteurs porteurs de croissance conduisent certainement à une amélioration de la situation économique dans la Grande Île. Ils offrent au pays des opportunités, plus essentiellement l'augmentation des stocks en devise, la réduction du chômage, l'ouverture des marchés et le retour de la confiance des investisseurs nationaux et internationaux.

Mots clés : investissements miniers, externalités, croissance

Encadreur : ANDRIANARIZAKA Marc

Adresse de l'auteur : Lot IA5 Ampatsakana Antananarivo 101